

2015

RAPPORT ANNUEL

CITÉS UNIES : La puissance
d'une organisation mondiale
La diversité de l'action locale



#UCLGmeets
#Listen2Cities

UNITÉ PARTENARIAT DIVERSITÉ

CGLU est l'organisation mondiale des villes et autorités locales et régionaux

ÉDITO

En parcourant notre rapport annuel, vous découvrirez que 2015 est une année à marquer d'une pierre blanche pour CGLU et les Autorités Locales du monde entier.

La Signature d'un partenariat stratégique avec l'Union Européenne, la création d'une plateforme en ligne d'échange entre Autorités Locales, l'inscription à l'Agenda 2030 d'un objectif sur les villes et les établissements humains, l'Accord de Paris sur le Climat, le développement de notre réseau d'apprentissage et de coopération, la mise en place d'un Agenda **par et pour** les Autorités Locales et Régionales via un large processus bottom up, l'intégration officielle dans le processus du futur agenda urbain d'Habitat III, la coordination des différents réseaux d'Autorités Locales au sein de la Global Taskforce, figurent parmi les principaux résultats de cette année 2015.

Ces acquis majeurs montrent qu'en choisissant de s'unir, les Autorités Locales se renforcent mutuellement et deviennent un partenaire incontournable pour la communauté internationale.

L'enjeu est partagé et désormais reconnu : les autorités locales, en tant que principales exécutantes des solutions globales, sont essentielles pour les aborder. Il est par conséquent essentiel d'assurer leur participation et de faire entendre leur voix.

En 2016, CGLU, en tant qu'Organisation généraliste unique pour la représentation des Autorités Locales, poursuivra résolument cette action.

Plusieurs rendez-vous importants nous attendent. Parmi ceux-ci, la Seconde Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux, le Congrès mondial de CGLU et Habitat III occuperont une bonne part de nos énergies.

Soyons clairs! 2016 doit consolider l'influence des Autorités Locales et Régionales. Notre dialogue structurel avec l'ONU doit faire un pas en avant : **nous sommes une sphère de gouvernement, et comme telle, il nous faut un siège à la table globale pour pouvoir contribuer aux discussions et à la prise de décision.**

2016 verra aussi nos capacités de coopération augmenter et se renforcer sensiblement. Nous apporterons aux Autorités Locales membres de CGLU bien plus qu'une représentation : des outils qui leur permettent d'échanger et de se renforcer, notamment en développant la coopération décentralisée, les liens de pair à pair et les communautés de pratique.

Parce qu'elles sont en prise directe avec les attentes de leurs citoyens, les Autorités Locales sont le meilleur garant de l'intérêt public. Partager nos expériences, défendre nos intérêts, promouvoir la solidarité entre les Autorités Locales : telle est l'ambition de CGLU. Avec un objectif : œuvrer au bien-être des citoyens que nous représentons.



Josep Roig Secrétaire Général

“

Parce qu'elles sont en prise directe avec le bien commun, les Autorités Locales et Régionales ont un rôle central à jouer dans l'agenda mondial.
En choisissant de s'unir, elles deviennent le partenaire incontournable de la communauté internationale.

Kadir Topbaş

Maire d'Istanbul (Turquie), Président de CGLU

CGLU : LES CHIFFRES CLÉS

240.000



+ 240.000 villes,
régions et métropoles

175



+ 175 associations nationales de
gouvernements locaux et régionaux

5.000.000.000



+ 5 Milliards de personnes
dans le monde

70%



+ 70% de la population
mondiale totale

140



140 des 193 pays membres des NU

CGLU regroupe aussi

- ✓ 1 secrétariat mondial ✓ 7 sections régionales
- ✓ 1 section métropolitaine ✓ 1 forum des régions
- ✓ 12 commissions ✓ 6 groupes de travail ✓ 2 task forces



LES TEMPS FORTS

2015

Mise en place d'un partenariat stratégique entre CGLU et l'UE pour la mise en œuvre de ses politiques de développement local

Création d'une plateforme en ligne d'échange et de collaboration entre gouvernements locaux

Inscription à l'Agenda 2030 d'un objectif sur les villes et les établissements humains durables (ODD11)

Préparation de la Seconde Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux

SOMMAIRE

1.

ÉDITO

PAGE 3

LES CHIFFRES CLÉS

PAGE 5

LES TEMPS FORTS 2015

PAGE 7

**SIGNATURE D'UN
PARTENARIAT STRATÉGIQUE
HISTORIQUE AVEC L'UNION
EUROPÉENNE**

PAGE 44

**LEADERSHIP ET
GOUVERNANCE :
UNE ANNÉE CLÉ POUR
L'ORGANISATION DE CGLU**

PAGE 74

PARTENARIAT AVEC LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE : REPRÉSENTATION ET PLAIDOYER

PAGE 10

L'AGENDA 2030 pour le
développement durable

PAGE 12

Les Gouvernements
Locaux et régionaux,
moteurs de l'Agenda
d'HABITAT III

PAGE 16

Agenda sur le Climat :
Actions et Alliances
Locales des réseaux vers
la COP21

PAGE 22

L'Agenda d'Action
d'Addis-Abeba sur
le financement du
développement

PAGE 28

2.

INTELLIGENCE

PAGE 46

L'Agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux

PAGE 48

3.

RENFORCEMENT DU RÉSEAU ET COOPÉRATION ENTRE AUTORITÉS LOCALES

PAGE 54

UCLG NETWORK

PAGE 56

Premier Séminaire et Campus

PAGE 62

Apprentissage entre pairs

PAGE 66

4.

COMMISSIONS ET GROUPES DE TRAVAIL

PAGE 80

5.

SECTIONS DE CGLU

PAGE 92

6.

ORGANISATION

PAGE 98



1.

PARTENARIAT AVEC LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE REPRÉSENTATION ET PLAIDOYER

Défendre l'autonomie des Autorités Locales

Inscrire la prise en compte systématique des réalités locales dans les agendas nationaux et internationaux

Offrir à la communauté internationale une voie d'action concrète à l'échelon local



“

**Face aux enjeux mondiaux,
aucune solution globale ne
pourra jamais être mise en
œuvre sans la participation
des Autorités Locales.**

Anne Hidalgo

Maire de Paris (France),
co-présidente de CGLU, Présidente la Commission
Permanente de l'Égalité Femmes-Hommes



AGENDA 2030

Les réalités locales désormais inscrites à l'agenda mondial pour le développement

L'Agenda 2030 est le nouvel agenda mondial pour le développement. Il succède à l'Agenda 21 via les processus Rio+20 et post-2015.

Au sein de la Global Taskforce, CGLU et ses partenaires ont obtenu l'inscription d'un objectif spécifique sur les villes et les établissements humains durables : l'ODD 11.

Au-delà de la reconnaissance historique du fait local par la communauté internationale, l'ODD 11 ouvre la voie à une réelle prise en compte des préoccupations des Autorités Locales et régionales, notamment dans le cadre du financement des nouveaux objectifs de développement.

SOMMET MONDIAL SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LA VOIX LOCALE ENTENDUE DANS LE CONCERT MONDIAL

En 2015, le travail entrepris par CGLU pour faire entendre les voix locales lors des débats mondiaux a atteint son point culminant en septembre, avec l'adoption de l'Agenda 2030 à New York et l'inclusion d'un objectif sur les villes et les établissements humains durables (ODD 11).

CGLU a également plaidé pour la « localisation » (ou mise en œuvre au niveau local) de la totalité des 17 objectifs de l'agenda, en soulignant le potentiel des dirigeants locaux dans la transformation d'objectifs abstraits en actions concrètes sur le terrain.



Tout au long de 2015, CGLU et la Global Taskforce ont participé aux négociations intergouvernementales sur l'après-2015, via le *Local Authorities Major Group* (LAMG).

Au sein de ce Groupe et dans d'autres fora, CGLU a œuvré pour l'inclusion de l'ODD 11 sur les villes et les établissements humains durables. Elle a également plaidé pour la mise en œuvre et le suivi au niveau local de tous les autres objectifs et cibles en insistant sur les indicateurs territoriaux désagrégés, le rôle essentiel des liens entre zones urbaines et rurales dans le développement territorial et le besoin d'améliorer la gestion des risques de catastrophes à l'échelle locale. CGLU a par ailleurs continué à plaider pour une plus grande reconnaissance des Autorités Locales et régionales dans le nouveau partenariat mondial pour le développement durable.

LE RÔLE DES AUTORITÉS LOCALES RECONNUS POUR LA TOTALITÉ DES 17 ODD

Ce travail de plaidoyer a abouti lors du Sommet sur le développement durable en 2015, avec l'adoption de l'Agenda 2030 et l'inclusion de l'ODD 11. Soixante délégués locaux élus du monde entier étaient présents à New York au sein de la délégation de CGLU. **Le rôle des Autorités Locales et régionales dans la réalisation des 17 objectifs a été reconnu.**

La structure des nouveaux mécanismes définis lors du Sommet, la portée du Forum politique de haut niveau (High Level Political Forum, HLPF), la supervision politique du nouvel agenda urbain et les outils financiers pour mettre en œuvre l'Agenda 2030 sont les prochaines étapes sur lesquelles CGLU continuera de travailler.

EN SAVOIR PLUS

FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU UNE ÉTAPE CLÉ POUR LA MISE EN ŒUVRE LOCALE DE L'AGENDA 2030

Une étape importante a eu lieu à New York, lors du Troisième Forum politique de haut niveau sur le développement durable (High Level Political Forum, HLPF), au siège des Nations Unies.

Le *Local Authorities Major Group* (LAMG), représenté par le président de CGLU, M. Kadir Topbaş, a réitéré l'engagement des Autorités Locales à contribuer activement à la mise en œuvre de l'Agenda 2030, en soulignant la correspondance directe de la plupart des 17 ODD avec les responsabilités des Autorités Locales au quotidien. Les experts estiment en effet que 65% des cibles sont liées aux Autorités Locales et régionales.

Le LAMG a également appelé le Forum à devenir une véritable plateforme de contrôle qui puisse



permettre la transmission des connaissances entre les groupes clés, tels que les gouvernements locaux et infranationaux, avec des structures de prises de décisions.

Par ailleurs, au deuxième semestre 2014, CGLU avait rédigé un rapport technique contenant des propositions concrètes pour les indicateurs locaux, pour l'ODD 11 et d'autres Objectifs de Développement Durable contenant une forte dimension locale. Les propositions préconisaient des cibles et des indicateurs convenant aussi bien au contexte urbain que rural.

En 2015, CGLU a utilisé ce rapport pour appuyer ses recommandations lors de la réunion organisée par l'UNSDSN à Bangalore. La plupart des propositions pour les indicateurs de l'ODD 11 ont été inscrites dans les recommandations de la Commission statistique des Nations Unies.

Pour un agenda mondial unique qui couvre tous les piliers du développement

Lors du Troisième Forum politique de haut niveau sur le développement durable, le Président de CGLU s'est félicité de la convergence entre l'Agenda de développement durable et l'Agenda Post-2015 et appelé à la fusion de l'Agenda pour le financement du développement, l'Agenda sur le changement climatique et l'Agenda d'Habitat III en un agenda unique et universel sur le développement.

Il a réitéré que les Autorités Locales ne travaillent pas dans des secteurs ou des espaces cloisonnés sur le terrain et que les maires du monde entier demandent une vision cohérente et intégrale couvrant tous les piliers du développement durable : économique, social, environnemental et culturel.

GLOBAL TASKFORCE

LA PUISSANCE DU PARTENARIAT

CGLU facilite la voix politique des gouvernements locaux et régionaux dans le nouvel agenda du développement par le biais de la Global Taskforce (GTF), qui rassemble la plupart des réseaux locaux à travers le monde, quelles que soient leur taille ou leur thématique.

Facilitée par CGLU, la Global Taskforce a vu sa position se renforcer au cours de l'année dernière et est désormais reconnue comme **la référence dans les efforts de plaidoyer et de représentation de nos membres auprès de la communauté internationale.**

La Global Taskforce a été pionnière du mouvement en faveur de l'intégration du processus post-2015 et du suivi de Rio +20, initialement conçus comme des agendas internationaux séparés. Elle plaide également sans relâche pour renforcer les liens entre les ODD et les agendas d'Habitat III et du financement pour le développement.



**GLOBAL
TASKFORCE**
DE GOUVERNEMENTS
LOCAUX ET RÉGIONAUX



Pour CGLU, le développement de partenariats entre réseaux est le meilleur chemin pour inscrire la reconnaissance du fait local à l'agenda mondial.



UNACLA



MERCOCIUDADES

nrg4SD



metropolis •
World Association of the Major Metropolises



HABITAT III

Les gouvernements locaux et régionaux, moteurs de l'Agenda d'Habitat III



En octobre 2016, la communauté internationale adoptera un nouvel agenda urbain à l'occasion de la Troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III).

En tant qu'organisation mondiale des villes et Autorités Locales, CGLU a multiplié les initiatives pour contribuer activement aux travaux préparatoires et assurer une approche "localisée".

Pour asseoir la démarche, CGLU a par ailleurs proposé aux membres de la Global Taskforce de convoquer la Seconde Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux.

“

ONU-Habitat appuie (...) la Global Taskforce pour le programme de développement pour l'après-2015 et Habitat III (...) dans le nouveau programme de développement des Nations Unies.

Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat).

Extrait du rapport du Secrétaire général
à la 70^e Assemblée générale des Nations Unies



LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX

MOTEURS DE L'AGENDA D'HABITAT III

Avec Habitat III, l'ONU a pour ambition de répondre aux nouveaux défis de l'urbanisation. Ce programme aura donc un impact majeur pour les Villes et les Autorités Locales et régionales.

Tout au long de 2015, CGLU a mené un plaidoyer continu pour une approche territoriale du développement qui tienne compte à la fois des centres urbains, de leurs régions environnantes et des zones rurales.

Au sein de la Global Taskforce, CGLU a été particulièrement attentif à l'adoption de Règles de procédures pour la Conférence Habitat III.

Une approche qui a porté ses fruits puisque la Seconde Assemblée mondiale des Gouvernements Locaux et Régionaux jouera un rôle moteur lors de la Conférence Habitat III.



Deux événements d'importance ont marqué le dossier Habitat III en 2015 : le deuxième Comité préparatoire d'Habitat III (PrepCom2) et le Conseil d'administration d'ONU-Habitat.

Le PrepCom2 a eu lieu à Nairobi (Kenya) du 14 au 16 avril. Il a été directement suivi par le 25^e Conseil d'administration d'ONU-Habitat, qui s'est tenu du 17 au 23 avril également à Nairobi. Une délégation de 70 gouvernements locaux et régionaux y a participé directement.

Le principal objectif du PrepCom2 était d'adopter les modalités d'organisation et de participation des acteurs non-étatiques à la Conférence. L'adoption des Règles de procédures pour la Conférence Habitat III, qui définiront le type d'attribution et l'étendue de la participation, était donc une étape cruciale pour les Autorités Locales et la société civile.

Dans le cadre du programme officiel du PrepCom2, un événement spécial a été organisé le 13 avril pour les Autorités Locales et régionales. L'objectif : rappeler l'esprit d'Habitat II, par lequel les gouvernements locaux ont été reconnus comme les partenaires principaux d'ONU-Habitat dans la mise en œuvre du précédent Agenda Habitat.

La délégation de CGLU a rappelé qu'Habitat II avait été une étape importante dans la reconnaissance de la légitimité des réseaux internationaux d'Autorités Locales et a appelé à un partenariat renouvelé et à une reconnaissance spécifique dans le processus Habitat III.

En tant que facilitateur de la Global Taskforce, une délégation de CGLU a été invitée par le Bureau du PrepCom2 à présenter un processus de mise en place pour sa contribution à la Conférence Habitat III.

LA SECONDE ASSEMBLÉE MONDIALE DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX, MÉCANISME OFFICIEL DE PARTICIPATION À HABITAT III

En s'appuyant sur la Première Assemblée mondiale des Gouvernements Locaux et Régionaux organisée dans le cadre d'Habitat II en 1996, où les Autorités Locales s'étaient engagées à fonder CGLU comme la « voix unique des gouvernements locaux et de leurs associations », les membres ont proposé d'organiser la Seconde Assemblée mondiale des Gouvernements Locaux et Régionaux à travers la Global Taskforce.



La proposition d'organisation de la Seconde Assemblée a été acceptée par le Bureau d'Habitat III. Celle-ci sera le processus et le mécanisme de coordination à travers lesquels les Autorités Locales participeront au processus officiel d'Habitat III. Elle visera à articuler les positions et propositions défendues par les Autorités Locales dans le Nouvel agenda urbain.

Enfin, il est significatif de constater que, pour la première fois, un rapport du Secrétaire Général des



La Seconde Assemblée Mondiale des Gouvernements Locaux et Régionaux : un rendez-vous majeur pour 2016

La Seconde Assemblée mondiale des Gouvernements Locaux et Régionaux sera le processus et le mécanisme de coordination à travers lesquels les Autorités Locales participeront au processus officiel d'Habitat III.

Il s'agit d'un processus en trois sessions qui se déroulera au cours de l'année 2016. La première à New York le 15 mai ; une autre lors du Congrès de CGLU, le 14 octobre ; et la dernière lors de la Conférence Habitat III le 17 octobre.

Tous les gouvernements locaux et régionaux qui s'inscrivent à travers l'un des réseaux internationaux faisant partie de la Global Taskforce peuvent participer à l'Assemblée.

Nations Unies mentionne spécifiquement le travail réalisé par la Global Taskforce. Une mention qui souligne les efforts fournis, en particulier lors du PrepCom2 et qui reconnaît officiellement l'importance de l'implication des Autorités Locales dans les processus d'Habitat III.

10 UNITÉS POLITIQUES CHARGÉES DE DÉVELOPPER DES RECOMMANDATIONS CONCRÈTES ET “LOCALISÉES” POUR HABITAT

Des contributions pour la Conférence Habitat III sont en cours de développement et CGLU mène le processus de la Seconde Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux en s'assurant de la participation des dirigeants et experts des Autorités Locales aux consultations et processus officiels d'Habitat III, en particulier à travers le Comité consultatif des Autorités Locales auprès des Nations Unies (UNACLA).

Le processus de préparation d’Habitat III a ainsi abouti à la création de 10 Unités de politique, chacune composée de 20 experts, issus des recommandations reçues par les États membres et plusieurs parties prenantes telle que la Global Taskforce.

Ces dix Unités travaillent sur les documents d'analyse qui ont été publiés par ONU-Habitat. Leur mission principale est de développer des recommandations concrètes et "localisées" pour la mise en œuvre d'Habitat III.

CGLU, dans le cadre de la Global Taskforce et en coordination avec ses partenaires, a par ailleurs été désignée par le Secrétaire Général d’Habitat III pour codiriger avec la London School of Economics Cities (LES Cities) l’Unité politique sur la gouvernance urbaine, le développement des capacités et le développement institutionnel. Une liste d’experts a été proposée par CGLU et sélectionnée par le Secrétariat d’Habitat III.



EN SAVOIR PLUS

UNACLA UN RÔLE CONSULTATIF DIRECT AUPRÈS D'ONU-HABITAT



UNACLA est le Comité consultatif des Autorités Locales auprès des Nations Unies. 2015 a été l'année de la redynamisation de cet organe, avec la tenue de deux réunions, l'une à Nairobi en avril et l'autre à New York en septembre.

A New York, le Président de CGLU a présenté un ensemble de propositions pour renforcer le rôle consultatif d'UNACLA en lien avec Habitat III. CGLU a notamment proposé d'assurer une représentation institutionnelle au sein d'UNACLA afin de garantir les liens entre les Nations Unies et les Autorités Locales.



UNE NOUVELLE STRUCTURE QUI PERMET AUX AUTORITÉS LOCALES DE MIEUX CONTRIBUER AUX POLITIQUES GLOBALES

Sur proposition du Président de CGLU, également Président d'UNACLA, de nouveaux membres ont rejoint le Comité, notamment toutes les sections de CGLU et les membres de la Global Taskforce coordonnée par CGLU : CLGF, AIMF, ICLEI, Citynet, Mercociudades et l'OVA. Un élargissement cohérent avec la volonté d'UNACLA d'être l'instance consultative permettant de renforcer le dialogue international.

L'ensemble de ces évolutions et la nouvelle structure d'UNACLA permettent ainsi aux Autorités Locales de mieux contribuer aux politiques globales et à la conception de structures durables.

En 2015, les membres ont ainsi pu tirer avantage de la contribution redynamisée d'UNACLA aux processus internationaux en cours, tels que le suivi de l'Agenda 2030 et d'Habitat III. Concrètement, **UNACLA conseillera le groupe de travail lié aux Autorités Locales dans le cadre du processus Habitat III et assurera le lien entre la Global Taskforce et le processus officiel.**

AGENDA SUR LE CLIMAT

Actions et Alliances Locales des réseaux vers la COP21

La 21e Conférence des Nations Unies sur le changement climatique -COP21- a eu lieu à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015.

Pour CGLU, la COP21 a été l'occasion de jeter un coup de projecteur historique sur la position centrale des Autorités Locales.

Prés de 800 délégués ont ainsi participé au Sommet des élus locaux pour le Climat, organisé par la Mairie de Paris en partenariat avec CGLU et les autres réseaux de villes partenaires.

Un segment spécifique a été réservé aux Autorités Locales au sein de l'espace officiel de la COP21.

COP21

UNE MOBILISATION SANS PRÉCÉDENT POUR UN IMPACT SIGNIFICATIF SUR LE PROGRAMME D'ACTION

Face à la question climatique, la plupart des acteurs le reconnaissent : aucune solution globale, aucune volonté de changement de comportement et d'habitude, ne pourront aboutir sans un relais fort et concret au niveau local.

Tout au long de 2015, CGLU a mené un travail intense de plaidoyer afin de préparer la COP21. Parmi les objectifs : élargir le débat du changement climatique aux aspects touchant aux droits sociaux et humains du développement durable au niveau mondial.

Les préparatifs de la COP21 ont par ailleurs été l'occasion de consolider le Pacte des Maires adopté l'année précédente.

Une collaboration transversale qui a abouti au Sommet des Maires et à l'adoption d'un agenda spécifique sur le climat pour les Autorités Locales.



Depuis 2007 et le lancement à Bali de la Feuille de route des gouvernements locaux sur le climat, CGLU et les Autorités Locales ont acquis une forte expérience d'innovation et de collaboration pour aborder les causes et les conséquences du changement climatique.

Tout au long de 2015, CGLU a travaillé dans le cadre de la Feuille de route des gouvernements locaux sur le climat, facilitée par ICLEI (Local Governments for Sustainability) afin d'accroître l'influence de ses membres dans le processus de négociation internationale. **Deux axes ont été privilégiés : le renforcement du rôle formel des Autorités Locales et le développement de partenariats entre les Autorités Locales et la société civile.**

Lors des débats, CGLU a par ailleurs appelé à un régime climatique mondial fort et efficace et a demandé qu'une communauté mondiale d'experts sur le Climat garantisse la mise en œuvre de ce système à tous les échelons.

CGLU a invité tous les États membres participant à la COP21 à adopter le plan d'action multi-acteurs comme partie intégrante des accords de Paris, afin de renforcer l'engagement des Autorités Locales et Infranationales dans les politiques d'atténuation et d'adaptation face au changement climatique, notamment par un renforcement des capacités et des moyens financiers et technologiques.

DES MÉCANISMES POUR SOUTENIR LES ACTIONS DE RÉSILIENCE AU NIVEAU LOCAL

CGLU a également insisté pour la mise en place de partenariats multilatéraux renouvelés et le développement de mécanismes destinés à soutenir des actions de résilience au niveau local, à faible émission de carbone et économies en ressources pour la période pré-2020. La création d'un espace spécifique pour les autorités locales au sein des différentes structures en charge de la mise en œuvre des résultats des négociations multilatérales a également été une recommandation importante.

En aboutissement de ces efforts intenses de plaidoyer, la présidence française et péruvienne et le Bureau du Secrétariat Général des Nations Unies ont travaillé sur le Programme d'action Lima-Paris, développant ainsi un agenda spécifique pour les Autorités Locales et régionales. Celles-ci ont ainsi disposé d'un segment spécifique au sein de l'espace officiel de la COP21.

A l'occasion du sommet, les élus locaux du monde entier ont par ailleurs formalisé leurs engagements par l'adoption et la signature d'une déclaration politique commune. Y ont été abordés tous les aspects de la lutte contre les changements climatiques : réduction des émissions, adaptation et financement.

Afin que les villes pèsent dans les négociations officielles, une délégation de Maires, conduite par Anne Hidalgo a délivré les conclusions du Sommet au Bourget, dans le cadre officiel de la COP 21 lors de l'«Action Day» du 5 décembre, le lendemain du Sommet.

Sommet des élus locaux pour le Climat : le climat de demain commence aujourd'hui



En marge de la COP 21, le Sommet des Elus locaux pour le Climat a abouti à la Déclaration de l'Hôtel de Ville de Paris, dans laquelle les signataires s'engagent à des objectifs de lutte contre le dérèglement climatique.

La maire de Paris, Anne Hidalgo a ouvert le sommet par cet avertissement : **« la crise du changement climatique ne concerne pas un futur lointain, c'est maintenant qu'elle sévit ».**

Le président français François Hollande s'est déclaré convaincu que les Autorités Locales devaient être les moteurs du changement et il a reconnu la nécessité d'assurer un financement adéquat pour ce faire.

Le Sommet des élus locaux pour le Climat a abouti à la Déclaration de l'Hôtel de Ville de Paris, dans laquelle les signataires réaffirment

leur engagement à lutter contre le dérèglement climatique.

En particulier, ils s'engagent collectivement à :

- Promouvoir et dépasser les objectifs de l'Accord de Paris 2015 négocié lors la COP 21.
- Réduire de 3,7 gigatonnes les émissions annuelles de gaz à effet de serre dans les zones urbaines d'ici 2030.
- Soutenir des objectifs ambitieux en faveur du Climat tels que la transition vers une énergie 100 % renouvelable sur leurs territoires.
- Ils promettent aussi de coordonner leur action pour le Climat, dans la perspective de la Conférence Habitat III de 2016.

« VOUS AVEZ TROUVÉ L'ACCORD, MAINTENANT, NOUS DEVONS FAIRE LE TRAVAIL! »

L'Accord de Paris prévoit de limiter le réchauffement climatique à moins de 2 degrés Celsius, mais s'efforcera d'atteindre l'objectif de 1,5 degré. Par cet Accord, les Parties de la CCNUCC reconnaissent que « l'adaptation est un défi planétaire auquel toute la population est confrontée ».



Lors de la COP 21, les dirigeants locaux et régionaux ont souligné la nécessité de relier l'agenda climatique à l'Agenda 2030 et à Habitat III. Ils ont rappelé l'importance de la participation des citoyens et de la création de politiques sociales inclusives afin d'assurer une mise en œuvre efficace de l'agenda du développement durable dans son sens le plus large. Ainsi, l'inclusion dans la préface d'une référence claire à l'Agenda 2030 a été bien accueillie.

Plusieurs événements importants ont marqué cette mobilisation lors de la COP21 : l'annonce de l'adhésion de plus de 400 villes au Pacte des maires, le suivi du Sommet mondial des villes et territoires sur le Climat, le pavillon des Villes et Régions et les célébrations de la Journée de l'Action de la CCNUCC le 5 décembre.

POUR UNE APPROCHE INTÉGRÉE QUI RECONNAÎT LES AUTORITÉS LOCALES COMME PARTIES PRENANTES GOUVERNEMENTALES

Lors des discussions de Bonn en septembre et octobre 2015, ICLEI et CGLU ont plaidé pour la réintroduction d'une référence au rôle spécifique des Autorités Locales et infranationales dans le projet de déclaration à adopter à Paris lors de la COP21, en faisant référence à l'accord de Cancun qui reconnaissait les Autorités Locales comme parties prenantes gouvernementales.

CGLU a également insisté sur le renforcement d'une approche locale qui refléterait l'ODD 11 urbain.

Dans la foulée du Sommet sur le climat et les territoires tenu à Lyon en juillet, CGLU a en outre fait pression pour qu'une approche territoriale impliquant et assurant la collaboration entre tous les acteurs non étatiques aux niveaux local et infranational soit reconnue.

Plusieurs positions communes ont par ailleurs été adoptées par les Autorités Locales:

- La déclaration de l'Hôtel de Ville de Paris
- Programme d'action Lima-Paris (PAA)
- l'Appel de Paris.

« Vous avez trouvé l'accord, maintenant, nous devons faire le travail! ». Ainsi s'est exprimé Ronan Dantec, adjoint au maire de Nantes et porte-parole climat de CGLU. Au cours de la séance plénière d'ouverture du 1^{er} décembre, il avait exhorté les États à trouver un accord et leur avait garanti que les Autorités Locales feraient le travail nécessaire pour le mettre en œuvre.

LE SOMMET MONDIAL CLIMAT ET TERRITOIRE

800 REPRÉSENTANTS DES AUTORITÉS LOCALES ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE UNIS POUR PRÉPARER LA COP21



Le partenariat entre les Autorités Locales et la société civile, mis en place dans le cadre de l'Agenda de développement post-2015, s'est renforcé avec les négociations climatiques.

Après leur déclaration commune à l'occasion du Sommet Climat de septembre 2014, les gouvernements locaux et régionaux ont invité les organisations de la société civile à travailler avec eux en vue du Sommet Mondial Climat et Territoires organisé par la région Rhône-Alpes et CGLU à Lyon, en France, les 1^{er} et 2 juillet 2015.

800 participants ont assisté aux deux journées d'ateliers et de plénières. Parmi ceux-ci : le Président français François Hollande, le Vice-président de la Commission européenne Maroš Šefčovič, ainsi que le Commissaire européen au climat et à l'énergie, Miguel Arias Cañete.

Les principaux réseaux mondiaux et européens ont travaillé avec les organisations de la société civile et du secteur privé pour développer des documents de prise de positions conjoints sur 10 points importants pour les textes des négociations : forêts ;

mobilité et transports ; éducation, mobilisation et sensibilisation ; production, distribution et consommation d'énergie ; économie et emploi faibles en carbone ; agriculture ; coopération décentralisée et partenariats territoriaux ; financements ; adaptation ; planification territoriale. Ces documents ont mis en avant des propositions pour améliorer les textes des négociations, afin de renforcer les capacités des acteurs territoriaux.

En tant que co-organisateur du Sommet, CGLU a mobilisé les Autorités Locales, et la Commission Finances Locales et Développement a co-organisé avec GERES, une organisation de la société civile, un atelier sur les mécanismes de financements.

CGLU, forte d'une représentation de plus de 270.000 territoires et des deux tiers de la population mondiale, s'est engagée à encourager ses membres à limiter leurs émissions, en prenant en compte leurs contextes spécifiques et leur niveau de développement, et à condition qu'ils soient soutenus par des moyens adéquats de mise en œuvre et par des cadres de gouvernance.

EN SAVOIR PLUS

LE PACTE DES MAIRES UN PARTENARIAT DE TAILLE POUR LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le Pacte des Maires est une coalition mondiale de maires et d'élus locaux qui s'engagent à réduire les émissions locales de gaz à effet de serre, à améliorer la résilience au changement climatique et à assurer un suivi transparent de leurs progrès.

Le Pacte des maires a été lancé le 23 septembre 2014, lors du Sommet Climat organisé par le Secrétaire Général des Nations Unies à New-York sous la direction du **C40 – Cities Climate Leadership Group, ICLEI – Local Governments for Sustainability, et CGLU**. Il a été soutenu par ONU Habitat, l'envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour les villes et le changement climatique et l'équipe du Secrétaire Général des Nations Unies en charge du changement climatique.

Le Pacte permet aux villes de s'engager publiquement pour une réduction significative des émissions de gaz à effet de serre, en rendant publics les cibles

et leurs plans et en rendant compte de leur progrès annuellement dans le Registre climatique carbonn ou le Programme de reporting Carbonn (CDP, selon l'acronyme anglais) à l'aide du Protocole mondial pour les inventaires des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle communautaire (GPC, reconnu comme le standard international pour les Etats).

Dans le cadre des préparatifs à la COP21, CGLU et ses sections ont soutenu les efforts réalisés par le Pacte, en mobilisant leurs membres. Durant les mois qui ont précédé la Conférence de Paris, les trois réseaux se sont mobilisés afin d'obtenir le plus grand nombre d'adhérents au Pacte afin d'accroître la visibilité de l'action des villes à travers le monde au cours de la Conférence.

Le Pacte s'appuie également sur la Zone des Acteurs Non-étatiques pour l'action pour le Climat (NAZCA, selon l'acronyme anglais), lancée à Lima à l'initiative de la présidence péruvienne de la COP 20.

En septembre 2015 à New York, dix grandes villes réparties sur cinq continents, représentant 58 millions de personnes et plus de 3 mille milliards de dollars de PIB, ont rejoint Rio de Janeiro, ville précurseur, dans l'annonce de leur respect de toutes les exigences de planification et de rapports établies par le Pacte des Maires. En agissant de la sorte, les villes ont présenté d'ambitieux plans d'action sur le climat antérieurs à la COP21, la Conférence de Paris sur le climat.



L'AGENDA D'ACTION D'ADDIS-ABEBA

SUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Un engagement clair de l'ONU en faveur du financement des Autorités Locales

La Conférence internationale d'Addis Ababa sur le Financement du développement s'est tenue en juillet 2015. Elle a été l'occasion de mettre en valeur le rôle essentiel du financement au niveau local dans la réussite de l'Agenda 2030.

Une délégation de près de 60 représentants locaux provenant de 20 pays y ont participé.

La Commission Finances Locales et Développement de CGLU a fermement défendu le principe d'un renforcement des capacités Locales.

Dans la déclaration finale, l'ONU a reconnu que le financement du développement durable repose essentiellement sur les épaules des Autorités Locales et s'est engagé à les soutenir.

CONFÉRENCE D'ADDIS-ABEBA

LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT SERA AUSSI "LOCALISÉ"

L'objectif de la 3^e Conférence internationale sur le financement du développement (FfD3) était de définir « un cadre de financement global pour le développement durable ».

Les résultats de cette conférence allaient donc être déterminants pour

la Conférence sur le développement et la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Dans le cadre de sa contribution à la Global Taskforce, CGLU, avec le soutien de sa Commission Finances Locales et Développement, a dirigé les contributions des gouvernements infranationaux au processus de la FfD3.

Les conclusions de la Conférence sont sans équivoque : la communauté internationale s'engage à aider les Autorités Locales, "notamment dans le renforcement de leurs capacités".



La Conférence internationale d'Addis Ababa sur le Financement du développement s'est tenue au mois de juillet 2015. Elle a été l'occasion de souligner une condition essentielle à la réussite de l'Agenda 2030 : le financement des Autorités Locales.

Une délégation de près de 60 représentants locaux provenant de 20 pays ont participé à la Conférence, notamment les co-présidents de CGLU, le vice-président de CLGF, une délégation de haut niveau de CGLUA, CLGF et FMDV et des représentants des Autorités Locales venant du monde entier.

POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS LOCALES, LA DÉCENTRALISATION FISCALE ET L'ACCÈS AUX FINANCEMENTS

Le plaidoyer de CGLU s'est concentré sur les besoins urgents en matière de financement des investissements en infrastructures au cœur des zones urbaines d'expansion rapide.

CGLU a également plaidé activement pour le renforcement des capacités locales, la promotion de la décentralisation fiscale et l'ouverture de l'accès aux fonds de financements internationaux aux Autorités Locales.

Plusieurs points importants de la contribution des gouvernements locaux et régionaux au Document de conclusions sont à relever : la garantie d'une décentralisation fiscale appropriée et le partage des ressources nationales ; l'augmentation de l'assistance technique et du renforcement des capacités pour les gouvernements infranationaux ; le renforcement de l'accès des gouvernements locaux aux instruments leur permettant d'obtenir des financements sur le long terme (système bancaire, marchés financiers, subventions et prêts internationaux).

Résultat

Le Document de conclusions soutient que les gouvernements infranationaux en reconnaissant que « dans de nombreux pays, les responsabilités des recettes, des dépenses et des investissements dans le développement durable sont dévolues au niveau infranational et aux municipalités, qui manquent souvent de capacités techniques, de financement et de soutien adéquats »

La communauté internationale s'est de plus engagée « pour les aider, notamment dans le renforcement des capacités, en particulier dans les domaines du développement des infrastructures, de la fiscalité locale, de la finance sectorielle et l'émission et la gestion de la dette, notamment l'accès aux marchés obligataires nationaux ».

Ces deux mentions constituent des avancées majeures : elles ouvrent la voie à une mise en œuvre locale du financement du développement grâce aux stratégies et aux programmes diversifiés et complémentaires que les gouvernements locaux élaborent et mettent en œuvre.

L'urbanisation mondiale : une dimension à ne pas négliger

CGLU a accueilli très favorablement le Programme d'action d'Addis Ababa conclu lors de la Conférence. Il s'agit d'un outil indispensable à la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Toutefois, CGLU a également souligné le **manque d'attention porté aux défis et aux opportunités de la rapide urbanisation mondiale**. CGLU a également mis en garde contre **une dépendance excessive à l'égard du secteur privé pour les investissements dans les infrastructures et ses effets potentiellement négatifs sur l'inclusion sociale et la protection de l'environnement**. Il s'agit de deux points d'attention pour les efforts futurs de CGLU.

“

Les gouvernements locaux et régionaux continuent à se mobiliser pour construire des partenariats plus larges afin de mettre en œuvre l'Agenda d'Action d'Addis-Abeba. Leur objectif est une mise en œuvre locale du financement du développement grâce aux stratégies et aux programmes diversifiés et complémentaires qu'ils élaborent et mettent en œuvre.

Jacqueline Moustache Belle

Maire de Victoria, Seychelles et Co-présidente de CGLU

AGENDA SUR LA RÉSILIENCE ET CRISE HUMANITAIRE

Le rôle crucial des Autorités Locales dans la réduction des risques de catastrophes reconnu pour la première fois

CGLU a assumé le rôle de facilitateur et a coordonné la participation de plus 500 délégués des Autorités Locales et régionales.

Les débats ont abouti au “Cadre de Sendai”, avec une prise en compte explicite des enjeux locaux dans la gestion de la réduction des risques de catastrophes.

Pour la première fois, le document final d'une Conférence mondiale jette les bases d'une coopération active entre Etats et Autorités Locales dans la réduction des risques de catastrophes.

CADRE DE SENDAI

LES AUTORITÉS LOCALES, PARTENAIRES À PART ENTIERE DANS LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

La Conférence Mondiale des Nations Unies sur la Réduction des Risques a abouti à un accord de la communauté internationale pour renforcer ses actions.

Le document final reconnaît pour la première fois que les Autorités Locales ont un rôle crucial à jouer dans la réduction des risques de catastrophes.

A l'inverse du Cadre de Hyogo, le texte adopté à Sendai demande aux Etats et aux partenaires de travailler avec les Autorités Locales.

Dans le Cadre de Sendai, les Etats membres se sont par ailleurs engagés à renforcer les Autorités Locales à travers des moyens financiers et de régulation.



La relation de longue date qui unit CGLU et le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) a amené ce dernier à confier à CGLU la coordination de la participation des Autorités Locales lors de la Troisième Conférence sur la Réduction des Risques de Catastrophes.

CGLU a mobilisé ses membres dans différentes régions du monde pour participer aux travaux des deux réunions préparatoires (PrepCom) à Genève.

Les membres de CGLU se sont notamment impliqués dans les processus régionaux en Afrique, en Amérique Latine et en Asie (respectivement Abuja, Guayaquil, Bangkok). Objectif: mettre en place des actions concertées de renforcement de la résilience au niveau local.

“

Les villes sont le premier niveau de gouvernance qui doit faire face à la gestion des risques. Les gouvernements doivent élaborer des stratégies ensemble avec les autorités locales afin de renforcer leurs capacités. Cela n'est possible que s'il y a une amélioration dans les dialogues local-national et si les processus de décentralisation sont entrepris pour donner les pouvoirs et les ressources nécessaires aux collectivités locales. Cela aiderait également les autorités locales pour mieux évaluer, contrôler et assurer le suivi sur les risques de catastrophes.

Extrait de la Déclaration officielle du Grand Groupe des autorités locales et régionales à la Conférence mondiale des Nations Unies

LES AUTORITÉS LOCALES, PREMIÈRES CONCERNÉES PAR LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

S'appuyant sur son engagement à aider les Autorités Locales à anticiper et à gérer les catastrophes, CGLU a coordonné la participation des 500 Autorités Locales et régionales préinscrites à la Conférence, ainsi que la prise de parole des élus durant le Sommet et la tenue d'une table ronde des gouvernements locaux et régionaux le 13 mars.

Lors d'une intervention officielle devant l'Assemblée plénière de la Conférence, par l'intermédiaire de la Maire de Banda Aceh, les Autorités Locales ont rappelé le rôle central qu'elles jouent quotidiennement pour la réduction des risques de catastrophes car elles sont les premières concernées.

Le document final de la Conférence, intitulé Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophes 2015-2030 reconnaît pour la première fois que les Autorités Locales ont un rôle crucial à jouer dans la réduction des risques de catastrophes.

À l'inverse du Cadre de Hyogo, le texte adopté à Sendai demande aux États et aux partenaires de travailler avec les Autorités Locales. Dans le Cadre de Sendai, les États membres s'engagent à renforcer les Autorités Locales et les communautés locales à travers des moyens financiers et de régulation. Ils s'engagent également à renforcer les capacités des Autorités Locales pour trouver des alternatives pour les personnes vivant dans les zones vulnérables.

Dans la partie consacrée aux moyens de mise en œuvre du Cadre de Sendai, **le document final attribue explicitement à CGLU le rôle de vecteur pour la coopération et l'apprentissage entre Autorités Locales et pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai.**

Gestion des risques de catastrophes, financement du développement, agenda 2030, COP21, Habitat III ... pour les Autorités Locales, tout est lié

Lors d'une table ronde organisée en marge de la Conférence, les représentants des Autorités Locales ont adopté la Déclaration de Sendai des gouvernements locaux et infranationaux.

Outre la nécessité de renforcer les capacités techniques et institutionnelles pour la gestion de la réduction des risques de catastrophes, cette Déclaration rappelle que tout est lié.

Pour les Autorités Locales, il est essentiel de connecter le Cadre d'action de Sendai avec la lutte contre la pauvreté, l'agenda Habitat III, la lutte contre le changement climatique et l'agenda 2030.

Suite à la Conférence de Sendai, CGLU et le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes ont décidé de mettre en place une initiative conjointe pour mettre en œuvre et réaliser les actions et objectifs fixés à Sendai. **Celle-ci sera coordonnée par la Taskforce de CGLU sur la réponse des Autorités Locales aux catastrophes. Une Taskforce créée en 2014 sous l'égide de la Commission Coopération au Développement et Diplomatie des Villes de CGLU.**

EN SAVOIR PLUS 

SOMMET MONDIAL HUMANITAIRE VERS UN VOLET URBAIN

CGLU a été approchée pour contribuer au développement du « volet urbain » du Sommet mondial humanitaire, qui aura lieu à Istanbul en mai 2016, en incluant des dirigeants locaux dans les réflexions sur les stratégies humanitaires. Le Secrétariat Mondial suit les préparations du Sommet en collaboration étroite avec **la Task Force de CGLU sur la réponse des gouvernements locaux aux catastrophes**, et a participé aux consultations organisées à Barcelone.



CRISE DES RÉFUGIÉS LES AUTORITÉS LOCALES EN PREMIÈRE LIGNE

La crise humanitaire et l'afflux de centaines de milliers de réfugiés a touché de nombreuses Autorités Locales cette année.

Cette crise interpelle directement l'Union européenne, l'ensemble des gouvernements et des citoyens, ainsi que les gouvernements locaux.

CGLU et ses sections, en particulier d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient, saluent l'engagement des maires et de leurs associations qui se portent volontaires pour organiser l'accueil de réfugiés dans leurs communes.

Les mesures d'urgence mises en place au niveau des villes et municipalités, telles que l'accès à la nourriture, aux soins, au logement et aux installations sanitaires, contribuent à faire face

à la tragédie et au drame humain que constitue l'arrivée en masse de réfugiés et de populations en détresse. Ces actions participent à l'élan de solidarité général qu'appelle cette situation exceptionnelle.

L'expérience accumulée par les villes dans les politiques d'accueil peut contribuer à compléter les dispositifs humanitaires, mais ces villes nécessitent également le soutien et la coordination avec les États, l'Union européenne et les institutions internationales.

CGLU soutient ces initiatives qui marquent par leurs actions, leur attachement aux valeurs de solidarité et de respect des droits humains élémentaires, qui sont au cœur de notre mouvement mondial.

CGLU et ses sections ont appelé les institutions internationales, l'Union européenne et ses États membres à prendre en compte l'aide que les gouvernements locaux fournissent dans la gestion de cette crise.

Dans le cadre de la mobilisation des fonds d'aide spécifiques existants, CGLU a appelé à rendre ces fonds accessibles aux municipalités affectées le plus directement par l'arrivée massive des demandeurs d'asile sur leur territoire, ainsi que celles souhaitant contribuer à l'accueil de réfugiés.

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

En route pour un renforcement des capacités des Autorités Locales en matière de Coopération

La participation des Autorités Locales à la coopération pour le développement remonte à plusieurs décennies.

En 2015, CGLU a été partie prenante de plusieurs grands rendez-vous ce qui lui ont permis de renforcer la position des Autorités Locales auprès des bailleurs et des organismes internationaux.

Au cœur de sa stratégie : devenir un réseau d'apprentissage et renforcer les capacités des Autorités Locales.

LES AUTORITÉS LOCALES PARTIES PRENANTES DES GRANDS RENDEZ- VOUS INTERNATIONAUX SUR LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

La participation et l'engagement des Autorités Locales dans le dialogue avec les bailleurs et les organismes internationaux ont gagné en importance en 2015.

CGLU a participé activement aux réunions suivantes : Troisième Forum politique sur le développement, Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (GPEDC), réunions préparatoires au prochain Forum de Coopération au Développement.

Le travail de CGLU a contribué à une plus grande reconnaissance de l'importance du rôle que les Autorités Locales jouent dans la coopération pour le développement.

CGLU appuiera notamment la mise en œuvre des politiques de développement de la Commission européenne et travaillera au renforcement des capacités des réseaux d'associations régionales et locales pour répondre aux demandes de renforcement de leurs capacités.

TROISIÈME FORUM POLITIQUE SUR LE DÉVELOPPEMENT : LE RÔLE MAJEUR DES PARTENARIATS AUX NIVEAUX INTERNATIONAL, NATIONAL ET RÉGIONAL

Plus de cent vingt représentants des Etats membres, des institutions européennes, de la société civile et des autorités locales de diverses régions du monde se sont réunis pour la troisième édition du Forum Politique pour le Développement à Bruxelles du 17 au 18 mars pour dialoguer sur les politiques de développement. Jacqueline Moustache-Belle, Co-présidente de CGLU, a ouvert ce Troisième Forum en insistant sur le fait que la gouvernance et les partenariats à tous les niveaux (international, national et régional) doivent occuper une place dominante au sein de l'Agenda 2030 sur le développement durable. Elle a mis en garde contre le manque d'engagements clairs dans le soutien aux Autorités Locales dans la communication de la Commission européenne. Elle a souligné combien les réformes sur la fiscalité et le financement local pour stimuler l'investissement dans les infrastructures et les services de base, sont essentielles à la réussite des Objectifs de Développement Durable (ODD) et à la résolution des questions liées à la pauvreté.

Lors du Forum, le concept de création d'un « environnement favorable » pour la société civile et les Autorités Locales a été commenté et illustré d'exemples. La Commission européenne a présenté son plan annuel pour la mise en œuvre du programme thématique des Autorités Locales et de la société civile pour 2015-2017, avec une attention particulière portée à l'aide aux Autorités Locales de 84 pays partenaires. Il a été fait référence au soutien des réseaux internationaux des Autorités Locales, dans le cadre du Partenariat stratégique signé avec la Commission Européenne.



COMMENT PLACER LE PARTENARIAT MONDIAL POUR UNE COOPÉRATION EFFICACE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT (GPEDC) AU CŒUR DE L'AGENDA 2030

Autre processus qui a marqué l'action de CGLU en 2015 : le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (GPEDC).

Dans le cadre du suivi du processus d'après-Busan (Corée du Sud), CGLU a participé au Comité de pilotage du GPEDC, réuni les 3-4 septembre 2015 au Mexique. Lors de la réunion, il a été discuté de l'agenda du GPEDC pour la période à venir, des processus autour du prochain cycle de suivi et de la prochaine Réunion de haut niveau au Kenya (novembre 2016).

Le Champion de CGLU sur la coopération au développement, **Berry Vrbanovic** (alors Trésorier adjoint de CGLU et Maire de Kitchener, Canada) et le Secrétariat du Groupe de travail « Renforcement institutionnel et des capacités » de CGLU ont participé à la réunion au nom de l'Organisation.

Le GPEDC vise à promouvoir un changement de comportement dans la coopération au développement à travers des rapports de contrôle. Cette réunion au Mexique a montré que le GPEDC souhaite impliquer les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et d'autres pays à revenus intermédiaires. La question principale soulevée concernait la façon de placer le GPEDC au cœur de l'agenda des ODD. **L'importance de la localisation des ODD, signalée par CGLU, a été retenue dans les conclusions de la séance.**

FORUM DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT DE L'ONU : DÉMONTRER L'IMPORTANCE D'UN RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DU BAS VERS LE HAUT

CGLU a participé aux réunions préparatoires du Forum de Coopération au Développement 2016, prévu les 21-22 juillet 2016 à New York (USA).

Les premières se sont tenues à Incheon (Corée du Sud) du 9 au 11 avril 2015. Elles ont regroupé 170 experts et parties prenantes. La délégation des gouvernements locaux et régionaux était conduite par **Célestine Ketcha-Courtes**, maire de Bangangté, également Champion de CGLU. Elle a défendu la nécessité d'une pleine reconnaissance des gouvernements locaux en tant que partenaires au développement au même titre que les autres pour la coopération au développement international.

Les secondes réunions préparatoires se sont tenues dans le cadre d'un Symposium de haut niveau à Kampala (Ouganda), les 4-5 novembre 2015. Les Champions de CGLU ont démontré l'importance d'un renforcement des capacités du bas vers le haut, ainsi que la participation à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des plans de développement nationaux. Les participants ont soutenu le besoin d'observer des cas concrets et de collecter des données au niveau local afin de trouver des solutions pratiques à l'échelle locale qui pourraient s'appliquer aux niveaux national et international.

Des Politiques de Développement plus efficaces grâce à la décentralisation

Organisé tous les deux ans au siège de l'ONU, le Forum de Coopération au Développement (DCF, selon l'acronyme anglais) a réuni des partenaires de la coopération et des gouvernements autour du thème « l'avenir de la coopération au développement pour l'après 2015 ».

Lors de ce forum, CGLU, a plaidé pour que la communauté internationale reconnaîsse et soutienne la coopération décentralisée comme un outil permettant d'obtenir des politiques de développement plus efficaces, plus responsables et plus inclusives.

EN SAVOIR PLUS



La Commission de CGLU sur la **coopération au développement et la diplomatie des villes** et son Groupe de travail sur le **Renforcement Institutionnel des Capacités (CIB)**, travaille activement à promouvoir le rôle des gouvernements locaux et régionaux en tant que mécanismes efficaces pouvant renforcer le développement et la coopération décentralisée.

Le **Document d'orientation politique de CGLU sur la coopération au développement et les gouvernements locaux**, publié en 2013, rappelle la nécessité d'accorder non seulement une pleine reconnaissance aux collectivités locales en tant que partenaires du développement, mais aussi de leur donner un rôle adéquat dans la définition des politiques internationales de coopération et de développement. Ce Document met en avant le rôle de la coopération à l'échelon local comme instrument efficace pour renforcer les capacités des gouvernements locaux.

Dans ce cadre, un groupe de **Champions de CGLU pour le Développement et la Coopération** a été mis en place par la Commission et le Groupe de travail visant à promouvoir les messages du Document stratégique de CGLU sur la coopération au développement et les gouvernements locaux. Ce document souligne l'importance d'impliquer davantage les gouvernements locaux et régionaux dans la coopération au développement, une cause pour laquelle les Champions sont les meilleurs ambassadeurs, étant eux-mêmes des élus locaux.

Les champions sont :

Au niveau mondial :

Hubert Julien Laferriere,
Vice-Président du Grand Lyon, France

Berry Urbanovic, Maire de Kitchener, Canada

Les Champions régionaux sont :

Alexis Soulama, Maire de Banfora, Burkina Faso

Celestine Ketcha, Maire de Baganté, Cameroun

Amiri Nondo, Maire de Morogoro, Tanzanie

Nomveliso Nyukwana, Maire d' Emalahleni, Afrique du Sud

Hugua Hugua, Maire de Wakatobi, Indonésie

James Matayoshi, Maire de Rongelap, Marshall Islands

Tunç Soyer, Maire de Seferihisar, Turquie

FORUM MONDIAL DE L'EAU

La gestion durable de l'eau, un enjeu fort pour les Autorités Locales

Le 7e Forum mondial de l'eau a eu lieu à Daegu en Corée du Sud, du 12 au 17 avril 2015.

Au sein de ce Forum, CGLU a co-organisé la 4e Conférence internationale des Autorités Locales et régionales.

Cette collaboration a abouti à un plaidoyer commun afin que l'Objectif 6 sur l'Eau soit retenu dans les Objectifs de Développement Durables finaux de l'Agenda 2030.

FORUM MONDIAL DE L'EAU

ENGAGEMENT DES VILLES ET DES RÉGIONS SUR LA GESTION DURABLE ET INCLUSIVE DE L'EAU



CGLU est convaincue que la gestion durable et efficace et la distribution de l'eau aux habitants sont les éléments clés dans l'éradication de la pauvreté et l'assurance du développement durable.

En avril 2015, CGLU a collaboré avec ICLEI, le Conseil mondial de l'eau, ONU-Habitat/GWOPA et les autorités coréennes pour organiser la 4^e Conférence internationale des Autorités Locales et régionales au sein du 7^e Forum mondial de l'eau.

La Déclaration Ministérielle Finale reconnaît le rôle central des Autorités Locales dans la fourniture d'eau potable et dans l'amélioration des infrastructures au bénéfice des populations et du développement économique.

Le Forum mondial de l'eau a eu lieu à Daegu en Corée du Sud, du 12 au 17 avril 2015. CGLU a travaillé avec ICLEI (Conseil international pour les initiatives écologiques locales), le Conseil mondial de l'eau, ONU-Habitat/GWOPA (Global Water Operators' Partnerships Alliance – l'Alliance Mondiale des Partenariats entre Opérateurs de l'eau) et les autorités coréennes pour organiser le segment pour les Autorités Locales et régionales (la 4^e Conférence internationale des Autorités Locales et régionales). Cette collaboration a abouti à un plaidoyer commun afin que l'Objectif 6 sur l'Eau soit retenu dans les ODD finaux et pour que les solutions proposées soient développées au plus proche des citoyens, c'est-à-dire avec et par les Autorités Locales et régionales.

Les tâches accomplies par CGLU en préparation du Forum Mondial de l'Eau se sont concentrées sur la mobilisation des élus locaux et régionaux, en fonction de leurs expériences et leur participation dans les anciens Forums Mondiaux de l'Eau. 95 Autorités Locales et régionales de 26 pays ont ainsi pu participer au Forum.

Le Document de conclusions des Autorités Locales intitulé « Document de Daegu-Gyongbuk sur l'Action des Villes et des Régions Durables pour l'Eau » est le résultat :

- des discussions entre les dirigeants locaux
- des appels aux gouvernements nationaux pour créer un environnement favorable aux gouvernements locaux afin de contribuer à l'accélération de la réussite des politiques nationales et des objectifs liés à l'eau fixés à l'échelle internationale.

Ce document appelle également à créer un environnement institutionnel fort permettant la décentralisation pour gérer les services de l'eau et de l'assainissement au plus près des citoyens.

La Déclaration Ministérielle Finale reconnaît les efforts faits par les Autorités Locales dans la fourniture d'eau potable et dans l'amélioration des infrastructures sur l'eau pour les populations et pour le développement économique. Elle reconnaît le besoin de trouver des mécanismes de coordination entre les niveaux local et national à travers des plateformes. Par ailleurs, elle met l'accent sur le lien fort entre la réduction des risques de catastrophes et son impact sur la gestion des services de l'eau.

EN SAVOIR PLUS



L'ACCÈS À L'EAU : UN DROIT FONDAMENTAL ET INALIÉNABLE

A l'occasion de la Journée mondiale de l'eau (#WWD2015) et à quelques jours du Forum Mondial de l'Eau qui se tenait en Corée du Sud, CGLU réaffirmait que l'accès des populations à l'eau potable et à l'assainissement est une des priorités principales des gouvernements locaux et régionaux. L'accès universel à l'eau et l'assainissement est un facteur clé pour l'inclusion sociale, l'autonomisation des femmes, la lutte contre la pauvreté.

L'EAU, UN DROIT FONDAMENTAL

A cette occasion, conscients de la responsabilité et des compétences des gouvernements locaux et régionaux en matière d'eau potable et d'assainissement, Cités et Gouvernements Locaux Unis rappelle que, déjà en 2004, la Déclaration finale du Congrès fondateur, précisait que:

« L'accès à l'eau en quantité et en qualité suffisantes et à un coût supportable doit être un droit garanti pour tous, en recourant si nécessaire à des mesures sociales ou à des mécanismes de solidarité appropriés pour les populations défavorisées ».

Dix ans après, le constat reste alarmant. Le nombre des êtres humains qui n'ont pas accès à une eau salubre se chiffre en milliards. Chaque année la mortalité liée aux risques sanitaires que cela entraîne se compte en millions. C'est une situation qui n'est pas acceptable. Tous les gouvernements locaux et régionaux doivent se mobiliser pour y remédier.

L'EAU, AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les ressources en eau, et les services, renforcent la réduction de la pauvreté, la croissance économique et la durabilité environnementale. Qu'il s'agisse de sécurité alimentaire et d'énergie, de santé des humains et de l'environnement, l'eau contribue à l'amélioration du bien-être social et à la croissance globale, elle a des impacts sur les moyens de subsistance de milliards de personnes.

7TH WORLD WATER FORUM
12-17 April 2015. Daegu-Gyeongju, en Corée du Sud [#wwaterforum7](#)

"L'accès à une eau de bonne qualité et à l'assainissement est **un droit fondamental pour tous les êtres humains** et joue un rôle essentiel dans la préservation de la vie, de la santé publique, et dans la lutte contre la pauvreté"
Pacte d'Istanbul pour l'Eau des autorités locales et régionales

© UCLG - CGLU



“

Les services de base comme l'eau et l'assainissement, sont essentiels non seulement pour la préservation de la vie et la dignité humaine, mais également pour soutenir la croissance économique et assurer l'équité sociale.

Extrait de la préface du Troisième Rapport mondial sur la Décentralisation et la Démocratie locale - GOLD III : L'accès aux services publics et l'urbanisation du monde

SIGNATURE D'UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE HISTORIQUE AVEC L'UNION EUROPÉENNE



Le 28 janvier 2015, la Commission européenne et CGLU ont conclu un accord de partenariat sans précédent.

Ce partenariat stratégique, - par lequel l'UE reconnaît CGLU comme Organisation généraliste unique pour la représentation des Autorités Locales -, marque une étape importante dans la prise en compte du fait local par la Communauté internationale.

Il va permettre à CGLU de renforcer son action en faveur des Autorités Locales du monde entier suivant ses 4 axes stratégiques. Pour l'UE, il offre un support concret pour la mise en œuvre de son Programme pour le changement et le renforcement des Autorités Locales.

UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE UE-CGLU POUR RENFORCER L'ACTION ET LA VISIBILITÉ DES AUTORITÉS LOCALES

Suite au dialogue structuré qui s'est tenu avec la Commission ces dernières années et à la publication de la Communication de la Commission sur le renforcement des autorités locales en 2013, CGLU a été reconnue comme institution représentative clé pour les Autorités Locales.

Des discussions se sont tenues tout au long de l'année 2014. Elles ont abouti à la signature, le 28 janvier 2015, d'un Partenariat stratégique entre les deux institutions visant à soutenir les actions de CGLU durant les prochaines années.

En tant qu'acteur clé et responsable de la mise en œuvre de la politique de l'Union Européenne dans le domaine du développement et de la coopération, la Commission européenne a adopté un Programme

pour le changement en 2012. Celui-ci reconnaît les organisations de la société civile et les autorités locales comme acteurs essentiels du développement. Elles disposent de leur propre droit à établir les fondations d'une appropriation démocratique, depuis la base, des politiques et processus de développement ainsi qu'à garantir une croissance inclusive et durable.

Pour poser le cadre de la participation des organisations de la société civile et des autorités locales aux processus de développement des pays, la Commission a adopté deux Communications :

- « Les bases de la démocratie dans le développement durable : l'engagement de l'Europe avec la société civile dans les relations extérieures »
- « Renforcer les autorités locales dans les pays partenaires pour une gouvernance plus forte et des résultats plus efficaces en termes de développement ».

Afin de débloquer le potentiel de développement des autorités locales et de leurs associations dans les pays partenaires et leur permettre de répondre aux demandes des citoyens, quatre priorités stratégiques ont été définies dans le cadre du soutien de l'Union Européenne : (I) soutien aux processus de décentralisation en cours ; (II) capacité de développement des autorités locales ; (III) urbanisation durable ; (IV) renforcement des associations d'autorités locales opérant aux niveaux nationaux, continentaux et internationaux.



CGLU reconnue en tant qu'organisation généraliste mondiale unique pour la représentation des Autorités Locales au niveau international.

Suite aux dialogues intensifs tenus entre la Commission européenne et les autres réseaux actifs de gouvernements locaux aux niveaux mondial et européen, la Commission a proposé de développer un Partenariat stratégique avec CGLU et CGLUA (CGLU Afrique) sous la forme d'une subvention de fonctionnement. Elle vise à soutenir les efforts existants pour le fonctionnement de l'Organisation mondiale et de sa Section.

La Commission est par ailleurs convaincue de mettre en œuvre les subventions de fonctionnement pour les activités spécifiques de la Section Europe et de PLATFORMA, ainsi que pour l'AIMF, membre associé de CGLU et CLGF, membre actif de la Global Taskforce.

Ce Partenariat Stratégique entend renforcer le réseau et contribuer à sa durabilité. Il vise à soutenir la capacité de transformation de CGLU pour servir ses membres dont les besoins évoluent. Enfin, l'accord vise à promouvoir la coopération entre les gouvernements locaux et le développement d'un programme d'apprentissage plus soutenu au sein de CGLU. Il étudiera également

la façon d'améliorer la coordination entre les associations qui opèrent à différents niveaux (national, régional et mondial), ainsi que la promotion du dialogue sur les politiques entre les différents acteurs du développement.

L'objectif de ce Partenariat est aussi d'encourager une coordination plus étroite entre les organisations mentionnées plus haut et de permettre une action plus orchestrée du travail de plaidoyer mené au niveau mondial.

REFORCER LA CAPACITÉ INSTITUTIONNELLE DE CGLU ET AUGMENTER SA VISIBILITÉ DANS L'AGENDA INTERNATIONAL

Le partenariat avec l'UE permet à CGLU de renforcer sa capacité institutionnelle et d'augmenter sa visibilité dans l'agenda international. Il lui permet également de soutenir son action suivant ses objectifs stratégiques, à savoir:

- Promouvoir **la représentation et le plaidoyer** ;
- Déployer **l'intelligence** ;
- Renforcer **le réseau, le leadership et la gouvernance** ;
- Renforcer **la coopération et l'apprentissage**.

Le plan de travail 2015 adopté par le Conseil Mondial de CGLU et organisé sous ces axes, est intégralement inclus dans l'accord avec la Commission européenne.

“

Notre nouvel engagement offre un grand potentiel pour renforcer la structure et la capacité des autorités locales, ainsi que leur capacité pour influencer les intérêts et les pratiques des gouvernements nationaux, et marquer ainsi une différence réelle dans le développement.

Neven Mimica

Commissaire Européen à la Coopération Internationale et au Développement

“

Ce Partenariat Stratégique renforcera le réseau et contribuera à sa durabilité. Il soutiendra notre capacité de transformation pour servir nos membres dont les besoins évoluent. C'est un défi important, et nous y prenons tous part. C'est notre conviction que ce partenariat renforce des réseaux politiques résilients, plus inclusifs et qui rassemblent toujours plus. Enfin, l'accord promouvra la coopération entre les gouvernements locaux et le développement d'un agenda de l'apprentissage plus soutenu au sein de CGLU.

Kadir Topbaş

Président de CGLU

2. INTELLIGENCE

Mener un travail de recherche utile aux
Autorités Locales et Régionales

Informer sur la situation et l'évolution des
Autorités Locales dans le monde

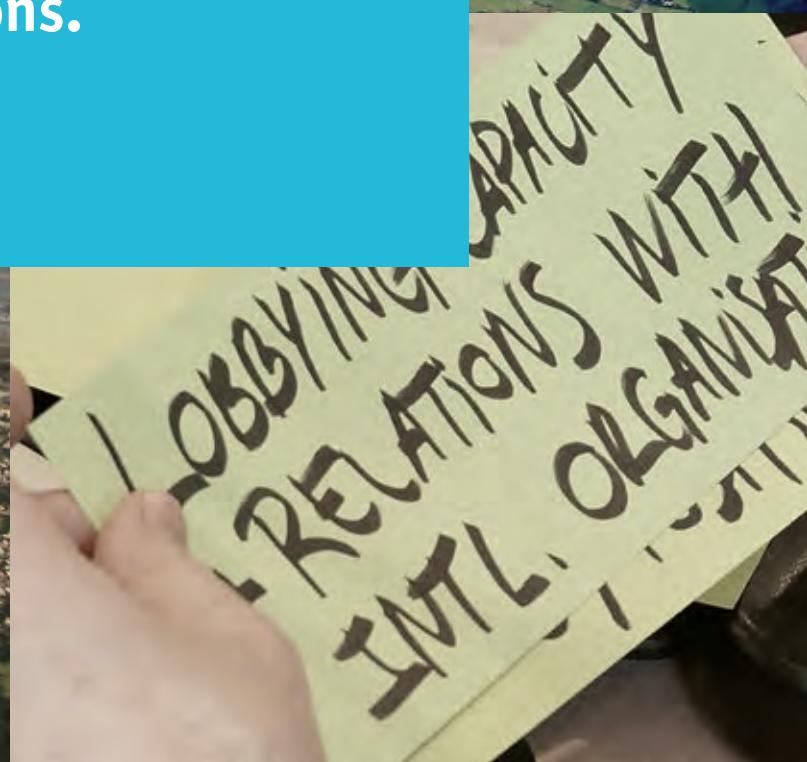
Fournir une expertise pour appuyer le
travail de plaidoyer des Autorités Locales
et régionales auprès des organisations
internationales



“

Nous savons que nous ne pouvons pas nous contenter d'être une force réactive qui répond aux priorités de la communauté internationale et de son calendrier. Nous devons nous aussi tenter d'influencer l'agenda mondial en amenant les priorités des gouvernements locaux et régionaux à la table des négociations.

Mauricio Rodas Espinel
Co-Président de CGLU
Maire de Quito (Equateur)



L'AGENDA DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX POUR LE 21^E SIÈCLE

La vision et les aspirations des Autorités Locales et régionales élaborées de manière participative

Contribution majeure de CGLU au travail de la Global Taskforce, l'Agenda Mondial des Autorités Locales pour le 21^e siècle servira d'appui aux débats et aux recommandations pour la Seconde Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux.

Pour soutenir ce processus, CGLU publiera en octobre 2016, le quatrième Rapport mondial sur la démocratie locale et la décentralisation (GOLD IV).

Pour associer directement ses membres à la création de l'Agenda Mondial, CGLU l'élabore « du bas vers le haut » grâce à un débat participatif ouvert entre ses membres et ses partenaires.

Au travers de l'Agenda Mondial des Autorités Locales, CGLU fait entendre la voix de tous les types de villes et de territoires, petits et grands, urbains et ruraux.

L'AGENDA MONDIAL DES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX

UN PROCESSUS PARTICIPATIF QUI CONTRIBUE A L'ÉLABORATION DU RAPPORT GOLD IV



Depuis 2013, CGLU travaille avec ses membres et ses partenaires pour développer un Agenda mondial qui représentera l'une des principales contributions de CGLU à la Taskforce mondiale des gouvernements locaux et régionaux et servira d'appui à ses préparations en vue de la Seconde Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux pendant Habitat III.

Elaboré de manière participative, il prend en compte une série de consultations organisées auprès des Villes intermédiaires, des Villes métropolitaines et périphériques ainsi que des Territoires (régions, zones rurales et petites municipalités).

Cette approche reposant sur les membres a permis d'atteindre une vision intégrée du développement, qui correspond davantage aux réalités des expériences vécues sur le terrain par les Autorités Locales qu'une approche sectorielle.



En 2013, CGLU décide de réaliser un Agenda Mondial des Autorités Locales pour le 21ème siècle. Apport majeur de CGLU à la Global taskforce, il servira d'appui à ses préparations en vue de la Seconde Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux pendant Habitat III. L'Agenda mondial devrait être prêt pour Habitat III et sera présenté en 2016, lors de la **Seconde Assemblée mondiale des villes et des autorités locales et régionales** à Quito.

Pour soutenir ce processus, CGLU publiera à cette occasion, le quatrième Rapport mondial sur la démocratie locale et la décentralisation (GOLD IV). GOLD IV fournira des données, des études de cas et des analyses pour appuyer l'Agenda mondial. Il sera présenté lors du **5^e Congrès Mondial de CGLU à Bogota**.

CE PROCESSUS CONTRIBUE À TROIS DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DE CGLU :

Expertise

À travers l'Observatoire Mondial sur la Démocratie Locale et la Décentralisation (GOLD), il s'agit de « fournir une expertise » visant à appuyer les contributions des membres de CGLU aux politiques de développement et aux différents agenda internationaux.

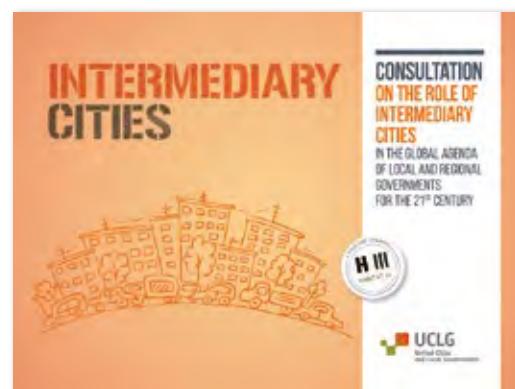
Plaidoyer

En développant son propre agenda, CGLU contribue également à son objectif concernant les relations et le plaidoyer internationaux. Cela signifie que l'organisation est capable d'identifier et de formuler des priorités et des préoccupations qui lui sont propres. Elle montre aussi sa capacité à réagir et à prendre part aux processus et aux débats internationaux.

Réseau

CGLU développe son propre Agenda mondial « du bas vers le haut » grâce à un débat participatif ouvert entre ses membres et ses partenaires et contribue ainsi à un autre de ses objectifs stratégiques, le « Renforcement du réseau, du leadership et de la gouvernance ».

Consultation sur le rôle des villes intermédiaires



Les principaux débats ont porté sur l'importance de l'échelle intermédiaire, dont les enjeux et les opportunités de développement sont uniques. Ils ont également souligné « l'échelle humaine » des villes intermédiaires et le besoin de repositionner celles-ci dans l'économie nationale et mondiale. Les principaux messages politiques se sont centrés sur la façon d'améliorer leur statut et leur profil à l'échelle nationale et internationale.

CONSULTATIONS INTERNATIONALES AUPRÈS DES MEMBRES

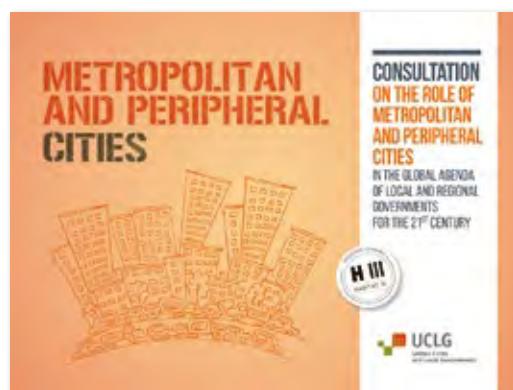
De par leur vaste diversité, les membres de CGLU font face à des enjeux très variés concernant la question du développement durable. CGLU a donc décidé d'organiser une série de consultations afin d'examiner les apports de différents types d'Autorités Locales à l'Agenda Mondial :

- Villes intermédiaires : 23-24 mars 2015
- Villes métropolitaines et périphériques : 30-31 mars 2015
- Territoires (régions, zones rurales et petites municipalités) : 3-4 juillet 2015

Les consultations visaient notamment à identifier les questions d'intérêt commun pour les Autorités Locales, la société civile et d'autres acteurs, afin de forger des alliances pour la préparation des négociations d'Habitat III. Les consultations avec les villes intermédiaires, métropolitaines et de périphérie ont rassemblé plus de 70 participants. Parmi eux, des élus et des acteurs des Autorités Locales de 37 villes issues de chaque continent, des experts et des chercheurs, des représentants de la société civile, des institutions internationales et du secteur privé.



Consultations sur le rôle des villes métropolitaines et périphériques



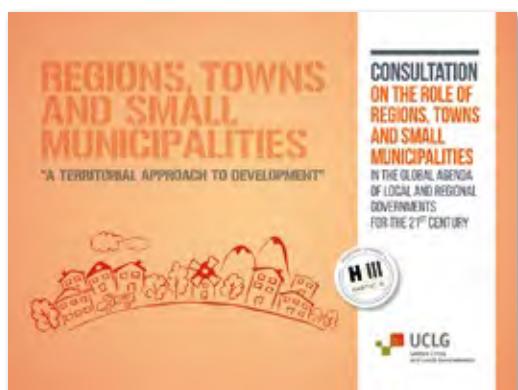
Elles ont couvert des domaines allant de la gouvernance des zones métropolitaines au droit à la ville, en passant par la démocratie participative, la planification stratégique régionale ou la lutte contre les inégalités. Un message politique fort issu des sessions s'est fait entendre sur le besoin de bâtir des zones métropolitaines intégrées et cohésives, basées sur la multi-polarité et le «droit au centre», c'est-à-dire le droit à un traitement égal pour toutes les villes faisant partie d'une zone métropolitaine donnée. Un autre débat important a eu lieu sur la façon de réconcilier la compétitivité et l'inclusion sociale.

A travers l'Agenda Mondial des Autorités Locales, CGLU a pu ainsi remplir plusieurs objectifs :

- contribuer à l'élaboration des contenus de la Global Taskforce qui nourriront les débats lors de la Seconde Assemblée Mondiale des Autorités Locales (Quito, 2016).
- s'assurer que la voix des Autorités Locales de tous les types de villes et de territoires, petits et grands, urbains et ruraux, soit entendue lors d'Habitat III

Les rapports des consultations ont été aujourd'hui publiés. Ils visent non seulement à ouvrir les débats qui ont eu lieu en mars à un public plus large mais ils invitent également les Autorités locales et les partenaires de CGLU à formuler leurs propres contributions. La publication de ces rapports illustre l'engagement de CGLU à faciliter un dialogue mondial ouvert sur le rôle des Autorités Locales et régionales dans le développement durable.

Consultation sur le rôle des régions et des petites et moyennes villes



Sans perdre de vue l'importance d'un lien rural-urbain solide et constructif et le besoin d'un développement territorial intégré et équilibré au niveau régional, cette réunion a abordé un large éventail de questions et de défis : une croissance économique juste et inclusive avec des citoyens valorisés ; des réseaux de gouvernements régionaux auto-suffisants au sein d'un cadre de gouvernance multi-niveaux ; la redistribution, l'égalisation et la subsidiarité au sein d'un cadre favorisant la décentralisation ; la planification sur le long terme pour garantir un

développement durable équilibré et intégré d'un point de vue territorial ; la régénération territoriale et une gouvernance multi-niveaux construite sur les liens rural-urbain ; le potentiel de l'échelle humaine, de la participation et d'un développement endogène ; enfin, la co-responsabilité des petites municipalités.



EN SAVOIR PLUS

GOLD : L'OBSERVATOIRE MONDIAL SUR LA DÉMOCRATIE LOCALE ET LA DÉCENTRALISATION

INFORMER SUR L'ÉTAT DE LA DÉCENTRALISATION, DE L'AUTONOMIE ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE À TRAVERS LE MONDE

L'un des objectifs de CGLU est de devenir la source mondiale majeure d'informations sur la situation et l'évolution des Autorités Locales dans le monde, à travers la création d'un observatoire de la démocratie locale (GOLD). La Commission Décentralisation et Autonomie locale de CGLU soutient depuis sa création les activités de l'Observatoire.

GOLD se compose :

- d'un Rapport mondial sur la décentralisation et la démocratie locale de CGLU, publié tous les trois ans.
- d'un site Web (www.gold.uclg.org) permettant d'avoir accès à toutes les informations et données pertinentes.

GOLD

Observatoire Mondial
sur la Démocratie Locale
et la Décentralisation

Basé sur les travaux de chercheurs de renom, le rapport GOLD est devenu le document de référence sur la décentralisation couvrant le monde entier. Il comprend des recommandations politiques aux Autorités Locales, qui ont fait l'objet de consultations au cours des recherches liées au projet.

CGLU élabore actuellement le quatrième rapport GOLD, qui servira de base à l'Agenda Mondial des Autorités Locales en vue de Habitat III (Quito, octobre 2016).

Les rapports précédents avaient contribué au débat sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et sur l'agenda 2030 du développement :

- Rapport GOLD I: La décentralisation et la démocratie locale dans le monde
- Rapport GOLD II: Le financement des collectivités locales : Les défis du XXI siècle
- Rapport GOLD III : L'accès aux services publics et l'urbanisation du monde

Le rapport GOLD bénéficie actuellement du soutien des institutions internationales telles que Cities Alliance ou le Fonds de la Banque mondiale pour le Partenariat public-privé, mais aussi de gouvernements régionaux tels que celui de Catalogne, la Province de Barcelone et d'autorités nationales comme l'Agence française de développement.

3.

RENFORCEMENT DU RÉSEAU ET COOPÉRATION ENTRE AUTORITÉS LOCALES

Partager les connaissances et les bonnes pratiques pour renforcer le rôle des Autorités Locales

Permettre à chaque Autorité Locale d'améliorer les propres capacités de sa ville ou région

Concevoir et promouvoir des solutions locales concrètes à des problématiques mondiales concrètes



“

Les Autorités Locales sont quotidiennement confrontées aux attentes de leurs citoyens. À ce titre, elles sont aujourd’hui le meilleur garant de l’intérêt public.

Faciliter les partages de bonnes pratiques au niveau local est donc sans doute la voie la plus directe vers un monde plus humain.

Ilsur Metshin
Co-Président de CGLU
Maire de Kazan (Fédération Russe)



UCLG NETWORK

Une nouvelle plateforme en ligne pour favoriser les échanges entre Autorités Locales

Le travail en réseau est un atout clé pour faire entendre la voix des Autorités locales et préparer les prochains grands rendez-vous internationaux.

En 2015, CGLU a lancé de nouveaux formats de communication pour encourager les échanges entre ses membres. Parmi ceux-ci : UCLG Network.

Objectif de cette nouvelle plateforme en ligne : devenir un outil de communication essentiel pour relier toutes les Autorités Locales, les consulter et leur permettre d'échanger entre elles en temps réel, sans se déplacer.

COMMUNICATION ET GESTION DES CONNAISSANCES

CGLU détient sa légitimité de l'action qu'elle mène partout dans le monde ainsi que du soutien de ses membres et ses sections. En 2015, l'organisation a renforcé sa communication interne et externe.

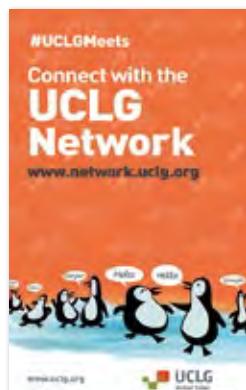
Un site internet de référence, une présence en hausse sur les réseaux sociaux et le renforcement de la communication du réseau, sont les points forts de la communication en 2015.

Voici un récapitulatif des activités de communication de l'année 2015, destinées à renforcer la présence de CGLU et de ses sections au niveau mondial et à donner à la communauté de membres la possibilité de dialoguer avec CGLU et de participer à ses actions.

- Lancement d'une **nouvelle plateforme en ligne** (UCLG Network), en collaboration avec des consultants en communication extérieurs, afin de permettre une communication horizontale, en temps réel entre le Secrétariat Mondial, les Sections Régionales, les Commissions, les Groupes de Travail et nos membres les plus actifs. Cette plateforme permet une **communication plus dynamique** entre membres et sections, avec plus de mises à jour et d'échanges d'informations.
- Expansion des réseaux sociaux de CGLU en tant que plateformes d'échange et de plaidoyer (Twitter, Facebook).
- Des partenariats renforcés avec des **blogs influents** qui traitent de sujets pertinents pour les membres de CGLU (El País, Citiscope, Meeting of Minds).
- Mise en place d'un plan de communication pour le Sommet des Gouvernements Locaux et Régionaux en 2016 à Bogotá, **5ème Congrès Mondial de CGLU**.
- **Des publications spécifiques** produites lors des événements clés de l'agenda international. ("Les ODD: ce que les Gouvernements Locaux doivent savoir", "La voix des Autorités Locales et Régionales sur la scène mondiale– Notre parcours vers l'après 2015", et les trois rapports de consultation sur les villes intermédiaires, les aires métropolitaines et les territoires).
- Des briefings téléphoniques mis en place avant les événements majeurs afin de donner l'opportunité aux Secrétariats des Commissions et Sections de demander une information précise, de préparer les réunions et les contributions pour leurs délégations politiques.

FAVORISER LA COMMUNICATION EN RÉSEAU

CGLU développe sans cesse de nouveaux outils de communication pour renforcer le travail en réseau entre Autorités Locales et diffuser les informations qu'elle a réunies.



La nouvelle plateforme en ligne, baptisée « UCLG Network », a été lancée en octobre 2015 pour favoriser la communication horizontale en temps réel ainsi que la collaboration au sein de l'ensemble de l'Organisation.

Partages d'expériences et de bonnes pratiques, travaux collaboratifs, échanges de points de vue... Lancé en 2015, UCLG Network est vite devenu un outil indispensable pour ses utilisateurs. Avec un bénéfice collatéral non négligeable : renforcer le sentiment d'appropriation de la part des membres de CGLU et garantir la durabilité de son réseau pour les années à venir.

L'utilisation de la plateforme UCLG Network sera étendue progressivement. Dans un premier temps, il a été décidé de travailler avec un groupe pilote de 300 utilisateurs actifs dans les Sections régionales, les Commissions et les Groupes de travail. A terme, la plateforme permettra de lancer des initiatives communes et servira aussi à la consultation des membres, notamment en vue du Congrès Mondial de CGLU à Bogota en 2016. Le contenu du Congrès y sera intégré.

Conformément à l'objectif de CGLU de renforcer les connexions entre ses différents domaines de travail et d'améliorer la diffusion de ses connaissances à tout son réseau et au-delà, l'équipe du Secrétariat Mondial a été réorganisée et renforcée. Elle intègre désormais des rôles de connecteurs transversaux entre les domaines et de facilitateurs « UCLG Network ».

Le Congrès de Bogotá, instrument clé pour articuler une voix forte à Habitat III

La plateforme collaborative mise en place par CGLU, a été conçue avant tout comme un outil pour échanger des informations et des idées avec les membres sur les principales lignes thématiques qui seront débattues à Bogotá lors du Sommet mondial.

Le site officiel du Congrès, développé conjointement par le Secrétariat mondial et par la municipalité de Bogotá, a été lancé le 12 octobre : www.bogota2016.ucig.org. Le site, actualisé régulièrement est la principale référence où tous les participants pourront avoir accès aux informations liées au Congrès.



Deux vidéos promotionnelles ont été conçues et partagées en ligne et par le biais des réseaux sociaux ; elles ont également été projetées à divers événements auxquels a participé CGLU.

Des flyers « Réservez les dates », des bannières et des roll ups ont été produits dans différentes langues - anglais, français, espagnol, russe, turc, portugais et italien jusqu'à présent - et diffusés en ligne et dans les événements organisés par CGLU.

RÉSEAUX SOCIAUX ET WEBSITES



NOMBRE D'ABONNÉS

2015	7485
2014	4362

↑ AUGMENTATION DE **3123 abonnés**

PAR PAYS

États-Unis 765	9%	Mexique 292	3%
Espagne 542	6%	Canada 290	3%
Royaume-Unis 522	6%	Turquie 212	2%
France 391	4%	Belgique 188	2%



NOMBRE D'ABONNÉS

2015	2629
2014	1775

↑ AUGMENTATION DE **854 abonnés**

PAR PAYS

Maroc 203	États-Unis 151
Mexique 201	Argentine 110
Espagne 189	Colombie 103
Brésil 183	Italie 85
France 176	Canada 70



NOMBRE DE VISITES

2015	318.556
2014	270.065

NOMBRE D'UTILISATEURS

2015	81.794
2014	62.276

PAR LANGUES



PAR PAYS

Espagne	13,43 %	Brésil	3,43 %
États-Unis	9,41 %	Royaume-Unis	2,96 %
France	8,83 %	Canada	2,89 %
Mexique	4,26 %	Turquie	2,63 %
Colombie	3,48 %	Belgique	2,61 %



NOMBRE DE VISITES

2015	21.777
2014	14.726

NOMBRE D'UTILISATEURS

2015	8.758
2014	3.781



NOMBRE DE VISITES

2015	6.206
2014	6.178

NOMBRE D'UTILISATEURS

2015	4.604
2014	1.566

PUBLICATIONS

De nouveaux formats de communication pour mieux partager la connaissance

En 2015, outre le lancement de UCLG Network, le Secrétariat Mondial de CGLU a expérimenté de nouveaux formats de communication visant à partager les connaissances avec l'ensemble du réseau de l'Organisation :

- rapports illustrés des consultations sur l'Agenda mondial
- brochures sur les messages de plaidoyer pour les événements clés tels la Conférence sur le financement du développement à Addis-Abeba (Ethiopie) en juillet 2015 et le deuxième Comité préparatoire pour Habitat III (PrepCom2) à Nairobi (Kenya) du 14 au 16 avril 2015.

Des briefings téléphoniques réguliers avec les Sections et les Commissions ont par ailleurs été mis en place pour optimiser les échanges d'informations avant les événements majeurs.

1. Institutionnel



Qui sommes nous ?



Rapport annuel 2014



Rejoignez le réseau de CGLU

2. Agenda global et Global taskforce



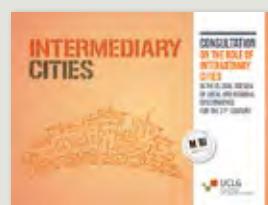
Élaborer un Agenda
Toolkit stratégique de CGLU
Disponible en anglais



Consultation sur le rôle
des régions, villes et
petites municipalités pour
l'élaboration de l'Agenda
mondial des Gouvernements
Locaux et Régionaux
Disponible en anglais



Consultation sur le rôle
des villes métropolitaines
et périphériques pour
l'élaboration de l'Agenda
mondial des Gouvernements
Locaux et Régionaux
Disponible en anglais



Consultation sur le rôle des
villes intermédiaires pour
l'élaboration de l'Agenda
mondial des Gouvernements
Locaux et Régionaux
Disponible en anglais

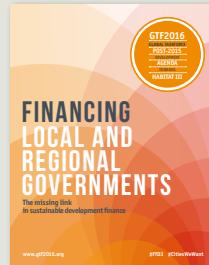


La voix des Autorités Locales et Régionales sur la scène mondiale – Notre parcours vers l'après 2015



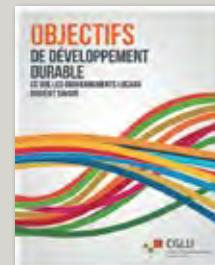
Façonner le nouvel agenda urbain – Vers la Seconde Assemblée mondiale de gouvernements locaux et régionaux

Disponible en anglais



Financer les gouvernements locaux et régionaux

Disponible en anglais



ODD : ce que les Gouvernements Locaux doivent savoir

On notera que la publication **Objectifs de développement durable, ce que les gouvernements locaux doivent savoir** a été bien accueillie par les réseaux et les Autorités Locales membres.

3. Commissions et groupes de travail



Renforcer le développement économique local par des politiques rurales urbaines

Disponible en anglais



Espace public et Citoyenneté

Disponible en anglais



Politiques urbaines-rurales pour la promotion du travail décent dans les villes intermédiaires

Disponible en anglais



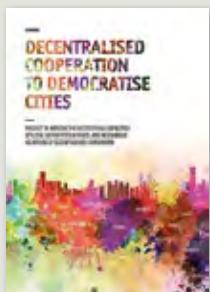
Échange d'expériences sur l'économie locale



L'Espace public comme générateur de croissance dans les villes africaines

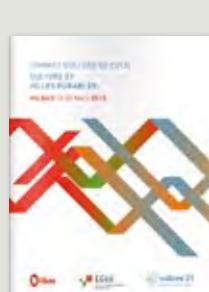


Culture 21 : Actions

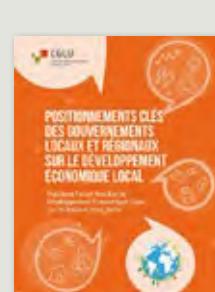


La Coopération décentralisée pour démocratiser la ville

Disponible en anglais



Culture et villes durables



Positionnements clés des Gouvernements Locaux et Régionaux sur le Développement économique local



Le rôle des gouvernements locaux pour la promotion de l'Égalité des genres dans la perspective du développement durable

PREMIER SÉMINAIRE ET CAMPUS

**De nouveaux mécanismes
de coopération entre les
Autorités Locales membres
et les instances de CGLU
pour renforcer la dynamique
de réseau**

En février 2015, CGLU a organisé son premier Séminaire et Campus à Barcelone, siège du Secrétariat mondial.

Les relations entre les différentes instances de l'Organisation, leur articulation avec les membres et les moyens de les renforcer étaient au centre des travaux.

Résultats : la coopération sera encore renforcée, le Séminaire et Campus de CGLU sera organisé désormais chaque année et un Strategic Toolkit visant à renforcer le travail en réseau a été spécialement conçu pour les membres.

SÉMINAIRE ET CAMPUS 2015

UN PREMIER RENDEZ-VOUS QUI DEVIENDRA ANNUEL



Le premier Séminaire et Campus de CGLU s'est tenu à Barcelone en février 2015 et a rassemblé les instances de l'Organisation.

Il a permis d'identifier des actions concrètes et des synergies qui permettront de renforcer la coopération, notamment entre le Secrétariat Mondial et les sections régionales de CGLU.

Les Commissions et Groupes de travail de CGLU ont par ailleurs identifié une série de thèmes stratégiques pour Habitat III.

Au terme de ce premier Séminaire et Campus, les membres ont exprimé leur satisfaction et marqué leur intérêt à l'institutionnaliser, dans la perspective d'en faire un rendez-vous annuel.

L'une des priorités stratégiques de CGLU pour 2010-2016 est de renforcer son réseau. Il lui faut notamment trouver de nouvelles façons de l'élargir. Le rapport du Secrétaire Général à Haikou mentionnait explicitement que la résilience de l'Organisation devait s'appuyer sur une base de membres toujours plus solide et diversifiée. Elle doit également s'adapter aux nouveaux contextes et chercher une plus grande implication de la part du leadership politique.

Le premier Séminaire et Campus de CGLU s'est déroulé du 9 au 13 février 2015 à Barcelone, siège du Secrétariat Mondial. Il a rassemblé des représentants des sections, des régions et des commissions de CGLU ainsi que des agences internationales, des partenaires du secteur privé et des organisations de la société civile.

UN TRAVAIL COLLABORATIF ENTRE LES SECTIONS ET LE SECRÉTARIAT MONDIAL DE CGLU

Au cours du Séminaire, des sessions de travail collaboratives entre le Secrétariat Mondial et les Sections régionales de CGLU ont permis d'identifier des façons de renforcer ces dernières :

- Accroître et consolider la base de membres.**
Les débats ont souligné à quel point la réalité des membres change sans cesse. Face à ce défi, les Sections ont le défi de démontrer à leurs membres la valeur ajoutée qu'ils peuvent retirer en participant au réseau de CGLU.

- Trouver un équilibre entre le rôle du plaidoyer et la prestation de services avec une plus-value directe pour les membres. S'exprimer d'une voix unie auprès de la communauté internationale est à l'évidence une importante valeur ajoutée de CGLU. Elle a de grandes répercussions sur la réalité des membres de l'Organisation.
- Encourager la coopération directe entre les membres, le partage de connaissances et le développement d'outils collaboratifs. C'est ainsi que la décision de créer la plateforme en ligne UCLG Network a été prise. Les débats ont également

montré que les membres ne sont pas tous préparés ni suffisamment actifs en matière de plaidoyer international. Sur ce point, CGLU peut leur apporter un avantage certain.

- Assurer la continuité de l'implication politique et du leadership. D'autres besoins ont été identifiés lors du Séminaire : développer la capacité de savoir ce que le leadership politique local attend, travailler pour apporter une plus grande visibilité politique aux membres et améliorer la qualité des opportunités de réseautage entre pairs.

Un *Strategic Toolkit* pour aider les Autorités Locales à travailler en réseau mondial

Comment les gouvernements locaux et régionaux travaillent-ils en réseau mondial ? Cette question a été le fil conducteur du premier Séminaire et Campus de CGLU.

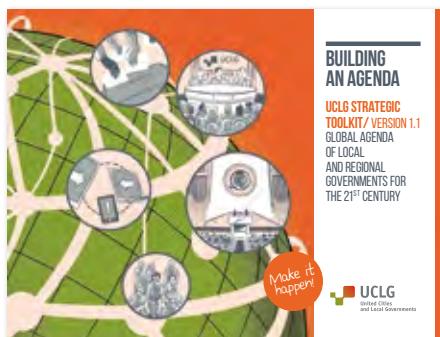
« On apprend en se souvenant, et on innove en oubliant » cette affirmation de Josep Roig, le secrétaire général de CGLU, rend compte de l'esprit innovateur de la première version du Guide stratégique, *Strategic Toolkit* en anglais qui a été présenté et débattu au cours des réunions. L'objectif de ce guide est d'expliquer en détail le cadre stratégique du réseau de CGLU et de le mettre en pratique pour soutenir les membres de CGLU et les partenaires qui souhaitent contribuer à l'agenda.

Mettant de côté les méthodologies utilisées jusqu'à présent, et avec l'intention d'innover pour s'adapter à la société en réseau, ce guide a été créé à partir d'un long projet de consultations et de sessions de travail collaboratives.

Le *Strategic Toolkit*, est en résumé, un guide pour le travail de collaboration, et commence

avec la question : « **Comment les Autorités Locales peuvent-elles travailler en tant que réseau global ?** » L'ensemble des outils présentés dans ce document donne au réseau de CGLU des orientations pour définir, d'une manière facile et didactique, la connaissance et les expériences des membres, et pouvoir ainsi les partager avec le reste du réseau.

Josep Roig : **“Nous voulons créer un réseau mondial dynamique et actif de leaders locaux engagés qui travaillent en partenariat entre eux et avec d'autres intervenants pour améliorer et mettre en œuvre l'agenda des gouvernements locaux au cours des 10 prochaines années. Nous croyons que ce réseau global d'action n'a de sens que s'il dispose d'un système de leadership en réseau, et nous voulons que vous soyez un des chefs de file de ce réseau dans votre région et/ou domaine politique”.**



Le *strategic toolkit* est disponible en anglais sur le site de CGLU.



ENCOURAGER LA COOPÉRATION ENTRE LES SECTIONS, LES COMMISSIONS ET LES GROUPES DE TRAVAIL DE CGLU

Des sessions de planification avec les Commissions et les Groupes de Travail de CGLU ont également été organisées au cours du Séminaire. Elles ont permis d'identifier les points clés suivants :

- **La volonté d'assurer une plus grande coopération entre les Sections et les Commissions.** L'objectif est de fournir aux Autorités Locales membres des services toujours plus nombreux et de meilleure qualité ainsi que des synergies plus importantes avec les autres parties du réseau de CGLU.
- **La nécessité d'organiser des activités thématiques autour des huit thèmes identifiés comme domaines clés du travail de CGLU pour Habitat III :**
 1. Gouvernance urbaine et territoriale
 2. Financement de l'urbanisation
 3. Développement économique local
 4. Planification urbaine
 5. Villes et territoires inclusifs
 6. Durabilité environnementale
 7. Culture
 8. Rôle des gouvernements locaux dans le développement et la coopération décentralisée

Un suivi bilatéral spécifique a été assuré avec les Sections pour les informer des conclusions du Séminaire et des actions mentionnées. La coopération avec les Commissions clés a été renforcée afin d'assurer l'enrichissement mutuel des activités au sein de l'ensemble du réseau.

ÉVALUER LES SITUATIONS ET LES BESOINS DES AUTORITÉS LOCALES MEMBRES : LE GROUPE DE SOUTIEN EN MISSION A TRAVERS LE MONDE

En 2014, un Groupe de soutien (appelé auparavant le Groupe des sages) mandaté par le Bureau Exécutif, a été créé pour rencontrer les membres de CGLU et évaluer les situations et les besoins des différentes parties de l'Organisation.

Le Trésorier, le Trésorier adjoint, l'auditeur honoraire, ainsi que M. Richard Kemp, Conseiller de Liverpool et Directeur adjoint du bureau européen et international de l'Association des gouvernements locaux du Royaume-Uni, ont accepté d'y participer.

Un plan d'action a été approuvé lors du Conseil Mondial 2014 à Haikou (Chine), où plusieurs réunions bilatérales avec les Sections se sont tenues. Des missions de suivi se sont déroulées en 2015 :

- Washington (Etats-Unis) : une délégation menée par Richard Kemp et Berry Vrbanovic, Maire de Kitchener (Canada) et Trésorier adjoint de CGLU, s'est rendue à Washington à l'occasion de la réunion d'hiver de la Conférence des Maires américains en janvier 2015. Des réunions ont également eu lieu avec la direction de la National League of Cities.
- Doha (Qatar) : une délégation menée par le Maire de Rabat a participé au Bureau exécutif de l'Organisation des villes arabes à Doha.
- Porto Alegre (Brésil) : une réunion pan-latino-américaine a été organisée à Porto Alegre, à l'occasion de la session du Bureau Exécutif de CGLU en juin.
- Kazan (Russie) : M. Richard Kemp s'est rendu à Kazan pendant le Congrès des gouvernements locaux d'Eurasie en juillet.

APPRENTISSAGE ENTRE PAIRS

Coopération Sud-Sud et crise migratoire : les échanges entre Autorités Locales au coeur de la solution

CGLU valorise les échanges d'apprentissage et de bonnes pratiques entre les Autorités Locales des différents pays. Objectif : permettre à chaque Autorité Locale d'améliorer les propres capacités de sa ville ou région.

L'expérience pratique de nos membres est déterminante pour la réalisation des objectifs fixés par la communauté internationale dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Le Programme d'apprentissage de CGLU permet de tester de nouvelles idées et méthodologies, ou encore de développer des domaines d'apprentissage et des communautés de pratique répondant aux intérêts spécifiques de nos membres.

PROGRAMMES ENTRE AUTORITÉS LOCALES ET ASSOCIATIONS

APPRENDRE ET ÉCHANGER PAR L'ACTION

L'apprentissage entre pairs est un axe stratégique essentiel de CGLU. Il vise à fournir des outils concrets pour améliorer la gestion et la planification du développement local.

Bonne gouvernance, durabilité, participation pour étendre le droit à la ville aux populations locales, font partie des perspectives.

L'année 2015 a marqué la consolidation d'un programme d'échanges d'apprentissage entre les Autorités Locales du Mozambique et du Brésil.

CGLU a été invitée à partager son expérience lors de l'Académie de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) sur la coopération pour le développement.

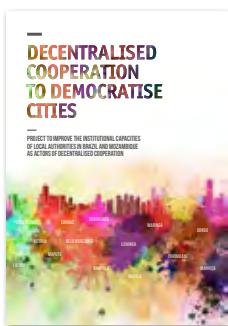
Du 25 février au 7 mars 2015, une délégation d'élus et de techniciens issus de différentes villes et institutions brésiliennes s'est rendue au Mozambique. L'objectif était d'effectuer des missions techniques et de prendre part à l'atelier d'évaluation du projet de renforcement des capacités des Autorités Locales au Brésil et au Mozambique.

Ce séminaire s'est concentré sur les thèmes des cadastres, de la planification urbaine et de la budgétisation participative. Il a réuni six maires du Mozambique et des techniciens de toutes les villes mozambicaines participant au projet, ainsi que des représentants des villes de Mzuzu, Lilongwe, Blantyre et de l'Institut municipal d'apprentissage de Durban, membres actifs de la commission de planification stratégique urbaine de CGLU. L'événement a aussi été l'occasion pour les ministères et les institutions compétentes, telles que l'Union européenne, la GIZ, l'Agence de coopération catalane, le Fonds galicien de coopération et de solidarité, CGLU Afrique, et d'autres acteurs travaillant pour le développement au Mozambique, de se rencontrer.



ENCOURAGER DE NOUVELLES INITIATIVES DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Les 11 et 12 mai, une réunion de la direction de la coordination du projet de coopération entre les municipalités du Brésil et du Mozambique s'est tenue à Barcelone au siège du Secrétariat Mondial de CGLU. Elle a porté sur l'évaluation du projet par les institutions partenaires, dans l'objectif de discuter des prochaines étapes et de définir les perspectives après la première phase. Les institutions partenaires ont eu l'opportunité de partager leurs idées pour de nouveaux projets et initiatives associées. L'idée est de prolonger le soutien à la coopération entre les différentes villes et d'encourager de nouvelles initiatives de coopération décentralisée.



Ce projet a fait l'objet d'une exposition montrée à Porto Alegre, ainsi que d'une publication qui en résume le contexte et les résultats. Celle-ci est disponible à la consultation sur le site Web de CGLU.

Une délégation de maires mozambicains et brésiliens, de techniciens et représentants des associations ANAMM (Association Nationale des Municipalités du Mozambique) et FNP (Association Nationale des Maires du

Brésil) ont participé aux réunions du Bureau Exécutif de CGLU en juin 2015. Ils ont contribué aux débats sur l'agenda mondial, en apportant leurs propositions basées sur les défis qu'ils rencontrent actuellement et leurs pratiques. Des représentants de la Commission européenne pour le Brésil et du ministère des Villes ont participé à la table ronde sur la coopération et l'apprentissage vers le nouvel agenda urbain. Ils ont mis en lumière la méthodologie, la gouvernance et l'impact politique de cette coopération.

L'IMPLICATION DES VILLES DANS LES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION « DE PLUS EN PLUS PERTINENTE » POUR L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL.



Le 21 avril, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a invité CGLU à participer à la définition d'une stratégie conjointe sur la coopération Sud-Sud et triangulaire avec 80 membres du personnel de l'OIT. Le cadre de ces échanges était l'Académie de l'OIT sur la coopération pour le développement, organisée à Turin. Les sessions, inspirées de la méthodologie du «World Café», ont facilité le partage d'expériences. De nombreuses opportunités ont été identifiées pour de futures modalités de coopération Sud-Sud et triangulaire.

Les bureaux nationaux de l'OIT ont reconnu que l'implication des villes dans les activités de coopération était de plus en plus pertinente. CGLU a mis en avant le rôle des Autorités Locales dans la création d'emplois, l'encouragement du développement économique local, la défense des principes du travail décent et d'autres thèmes émergents, tels que l'économie informelle.

L'agenda d'apprentissage 2016 conçu de manière collégiale

Le Secrétariat Mondial de CGLU a invité plusieurs de ses membres et partenaires actifs dans le domaine de la coopération à se réunir en atelier les 29 et 30 septembre afin de discuter du nouvel agenda d'apprentissage de CGLU pour 2016. Il s'agissait de répondre aux demandes formulées lors du Séminaire d'assurer un processus ouvert et transparent. Cet atelier a permis :

- de débattre des critères que CGLU devrait adopter pour identifier et mettre en œuvre des activités d'apprentissage stratégiques pour ses membres.
- d'encourager les membres du Sud à prendre un rôle de premier plan sur des activités concrètes.

Ces sessions ont été organisées juste avant la réunion annuelle du Groupe de travail de CGLU sur le renforcement des capacités institutionnelles (CIB) à La Haye les 1^{er} et 2 octobre. Les résultats et les conclusions ont été formulées dans un document intitulé « Définir et renforcer la coopération décentralisée Sud-Sud entre les villes ».

LE MANDAT STRATÉGIQUE DE CGLU EST DE SOUTENIR L'APPRENTISSAGE DE SES MEMBRES ET DE PROMOUVOIR LES ÉCHANGES ENTRE PAIRS COMME UN MOYEN D'APPRENTISSAGE MUTUEL

LE FORUM D'APPRENTISSAGE DE CGLU : ÉLABORATION DE L'AGENDA

Le deuxième **Forum d'apprentissage de CGLU** s'est tenu du 29 au 30 septembre 2015 à Barcelone, en Espagne. Les participants se sont réunis pour définir les principaux critères qui contribueront à la mise en œuvre de nouvelles initiatives. Ils ont réitéré la nécessité de renforcer l'Agenda d'apprentissage, **en favorisant la coopération décentralisée, les relations entre pairs, les communautés de pratique et les réseaux.**



TIRER PARTI DES RÉSULTATS OBTENUS EN AFRIQUE

De nombreuses villes africaines étant très activement impliquées dans l'élaboration de l'Agenda d'apprentissage, le Sommet Africités 2015 (29 novembre-3 décembre) a permis de rappeler que l'apprentissage entre pairs a eu, à ce jour, un impact important sur les politiques. Une session visant à

partager les activités des membres regroupait des acteurs expérimentés, tels que l'Institut suédois international pour la gouvernance locale, le réseau des villes d'Afrique du Sud et CGLU, ainsi que l'Association des gouvernements locaux d'Afrique du Sud (SALGA) et l'Agence internationale de l'Association des municipalités néerlandaises (VNG), entre autres. **Tous se sont engagés à favoriser une sensibilisation plus large à l'apprentissage entre pairs. Les membres des pays du Sud qui se sont approprié le processus soutiennent CGLU : ils font la promotion de cette approche, en espérant ainsi inspirer d'autres régions, telles que l'Asie du Sud-est.**

PROMOTION DE LA COOPÉRATION ET DE L'APPRENTISSAGE : SESSIONS D'APPRENTISSAGE ENTRE PAIRS

Les sessions d'apprentissage entre pairs permettent un meilleur transfert de connaissances, fondé sur le partage d'expériences entre participants, sur une base de confiance et d'égalité. Conformément à ces principes, la Commission de planification stratégique urbaine et le Groupe de travail sur le développement économique local ont co-organisé deux sessions d'apprentissage entre pairs en décembre 2015, en collaboration avec les villes de Blantyre, Malawi et de Negombo, Sri Lanka,

Depuis 2014, l'apprentissage entre pairs repose à Blantyre sur l'engagement de la Commission de planification, en partenariat avec l'Union Internationale des Architectes et ONU-Habitat. Les sessions d'apprentissage permettent d'orienter la politique locale et favorisent la mobilisation mondiale autour des espaces publics.

CGLU ASPAC avait demandé qu'un agenda pour la mise en œuvre locale des OMD soit mis en place. Il souhaitait également que des mesures soient prises pour élaborer un programme d'apprentissage pour les membres asiatiques, et c'est dans cette optique qu'un atelier d'apprentissage a été organisé à Negombo. L'événement portait sur l'ODD8 (création d'emplois et développement économique local), en partenariat avec l'Organisation internationale du Travail.

FACILITER L'ÉCHANGE D'EXPÉRIENCES POUR FAIRE FACE À LA CRISE MIGRATOIRE

Les villes jouent un rôle primordial dans la facilitation de l'inclusion des migrants. Elles peuvent en effet créer un environnement qui favorisera leurs contributions à la vie urbaine culturelle et économique. Certaines villes à la longue histoire de migrations ont une expérience étendue dans l'intégration des immigrants, tandis que pour d'autres villes, il s'agit d'un enjeu nouveau. Plusieurs domaines politiques sont concernés, comme le logement, la santé, l'éducation, la participation de la communauté, la planification urbaine, l'emploi.

UN PROJET SUR 3 ANS

CGLU est partenaire du projet « Profils Migratoires et Dialogue Ville à Ville en Méditerranée », lancé et dirigé par le Centre International pour le Développement de Politiques Migratoires (ICMPD) et cofinancé par la Commission européenne, avec la participation d'ONU-Habitat et du UNHCR.

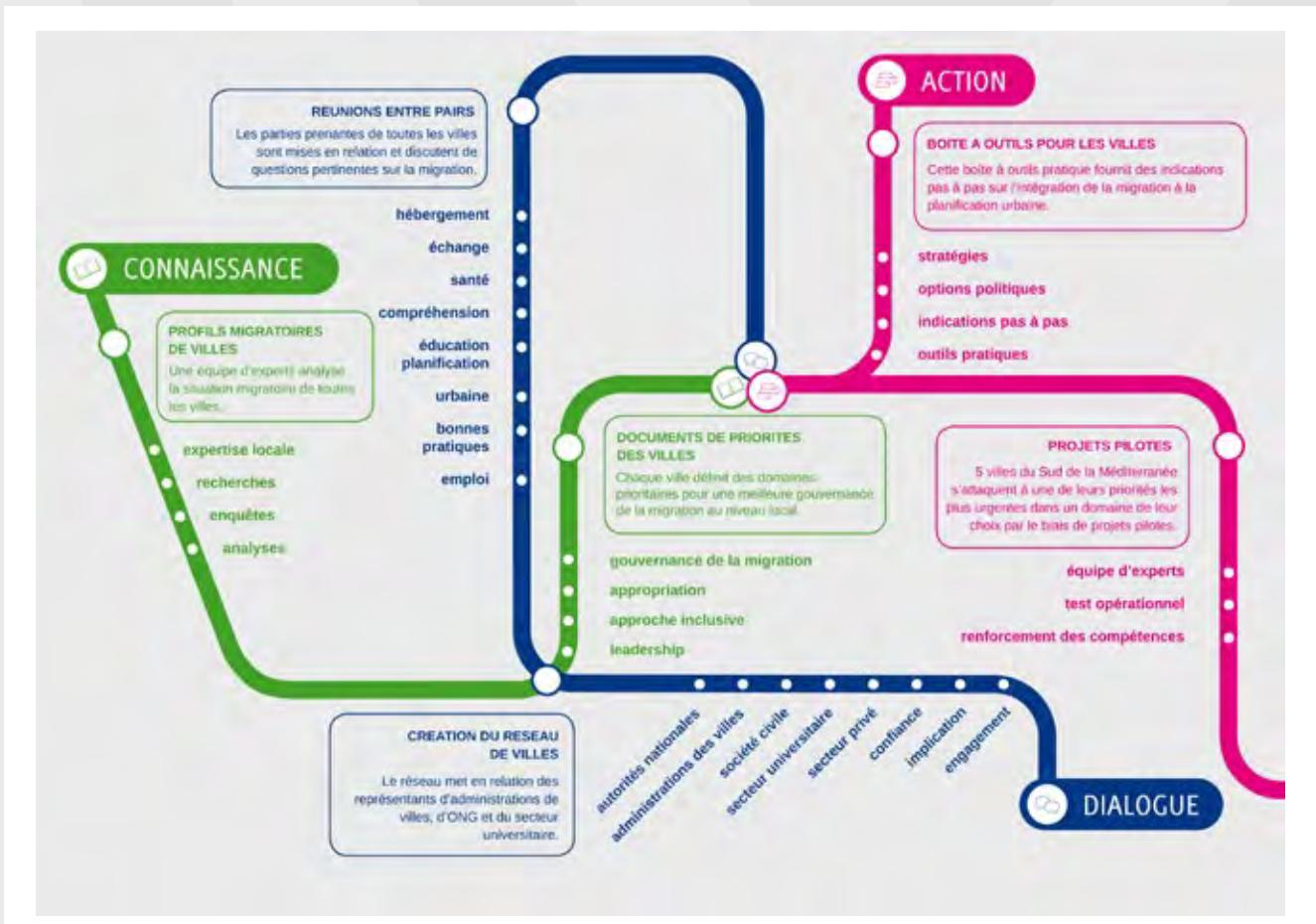
Ce projet a pour objectif principal de favoriser l'intégration des migrants au niveau de la ville dans la région sud de la Méditerranée, avec un focus particulier sur l'accès aux droits humains. Lancé en février 2015, il doit durer trois ans, avec une première phase dédiée à la constitution du réseau.

AMÉLIORER LES POLITIQUES PUBLIQUES LOCALES D'INCLUSION DES MIGRANTS

Dans ce cadre, la mission de CGLU consiste en la création et en l'animation d'un réseau de dix villes, 5 européennes et 5 du sud de la Méditerranée. Elle apporte ainsi son expertise et ses connaissances méthodologiques dans le cadre des activités d'apprentissage entre pairs.

De plus, CGLU contribue à la définition et à la rédaction des recommandations politiques visant à améliorer les politiques publiques locales d'intégration et d'inclusion des migrants. Elle se charge aussi de la promotion, au niveau national et international, du rôle des Autorités Locales dans la gestion des effets migratoires.





Projet « Profils Migratoires et Dialogue Ville à Ville en Méditerranée »

LE PREMIER SOMMET CULTURE DE CGLU À BILBAO

Des représentants de plus de cinquante villes de tous les continents se sont réunis à Bilbao du 18 au 20 mars, à l'occasion du tout premier Sommet Culture de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU). Pendant les trois journées qu'a duré cet événement phare, les dirigeants et acteurs locaux ont démontré qu'ils agissent en chefs de file en reconnaissant non seulement le potentiel de la culture, mais surtout son absolue nécessité pour le développement durable.

Le Sommet Culture de CGLU s'est tenu à un moment décisif des négociations internationales sur l'agenda de développement durable post-2015, ratifié en septembre 2015 par les Etats membres des Nations Unies. Ce Sommet a en effet permis aux gouvernements locaux et nationaux, aux organisations de la société civile et aux organisations internationales telles que l'UNESCO de se retrouver pour évaluer la position actuelle de la culture au sein de l'agenda de développement et pour partager les expériences et les innovations que réalisent les villes du monde entier.

Maires, conseillers et acteurs culturels réunis lors du Sommet ont mis en garde sur **les risques qu'encourt l'agenda post-2015 en termes de pertinence si jamais la communauté internationale manque d'écouter les leçons apprises sur la relation entre culture et développement durable à l'échelle locale**. Le travail des collectivités locales et régionales sur le terrain a démontré que les objectifs du déve-



loppelement durable portant sur la pauvreté, l'égalité des genres, la santé, l'éducation, le changement climatique, la paix et la sécurité, ne peuvent en aucun cas être atteints sans prendre en considération et inclure les différentes identités, valeurs et pratiques des cultures locales.

Ces idées viendront enrichir le travail actuel de plaidoyer que les réseaux internationaux de gouvernements locaux mènent dans le cadre des négociations vers post-2015 et Habitat III, et en particulier celui de la Global Taskforce, qui soutient la mise en œuvre d'un **agenda « localisé »** prenant en compte les réalités locales sur le terrain, y compris la culture. La Global Taskforce retiendra tout particulièrement les appels lancés avec conviction lors de la session sur **« La place de la culture dans les objectifs du développement durable »** en faveur d'**indicateurs solides pour les objectifs liés à la culture, et la valeur de la collaboration entre les réseaux de gouvernements locaux et de la société civile** sur les questions d'intérêt commun.

Les politiques et programmes culturels présentés par les villes pendant ces trois jours de réunions à Bilbao ont une portée diverse mais se fondent tous sur une compréhension partagée de l'interdépendance entre les piliers économique, social, environnemental et culturel de la durabilité

Ces principes sont reflétés dans le document **« Culture 21 : Actions »**, approuvé par la **Commission Culture de CGLU**, lors du Sommet. Publié en **anglais, français, espagnol et basque**, ce nouvel outil apporte des lignes directrices

adaptables pour permettre aux villes engagées dans la culture et le développement durable d'évaluer et d'améliorer leur travail dans ces domaines, et d'échanger leurs expériences et bonnes pratiques avec d'autres villes. Ces deux prochaines années, CGLU établira un programme de travail qui facilitera l'apprentissage entre pairs sur **« Culture 21 : Actions »** et y impliquera des villes de différents continents.

EN SAVOIR PLUS



Ces trois dernières années, en ligne avec ses priorités stratégiques et son plan de travail, CGLU a approuvé la création de trois Prix : en 2012, celui sur l'innovation urbaine ; en 2013, celui sur la culture ; et la même année, celui sur la paix.

Les prix de CGLU sont des initiatives collaboratives de nos membres et ont pour objectif d'attirer l'attention publique sur les réalisations des gouvernements locaux et régionaux dans différents domaines bien identifiés. Ces prix sont traditionnellement gérés par les Commissions, Groupes de travail ou Communautés de pratiques de CGLU.

Les prix de CGLU permettent ainsi de concentrer les efforts politiques et les efforts de communication des principales activités de CGLU en un événement unique, à savoir les éditions du Prix international de Guangzhou pour l'innovation urbaine, le Prix culture, et le Prix pour la paix. Ils fournissent ainsi l'opportunité de reproduire et de stimuler les échanges de meilleures pratiques parmi la communauté de CGLU et

mènent à la création, la collecte et le développement de plateformes d'études de cas qui encouragent l'innovation et l'apprentissage dans le réseau.

Les prix de CGLU visent à aider les gouvernements locaux et régionaux à atteindre une reconnaissance internationale et à jouer le rôle de catalyseurs pour trouver de nouvelles façons et de nouveaux moyens de répondre aux enjeux sociaux, économiques, environnementaux et de gouvernance auxquels sont confrontées les autorités locales et régionales.

Par le biais de ces prix, CGLU rend disponibles et célèbre sa connaissance et l'expertise des initiatives locales, non seulement auprès de ses membres, mais aussi du grand public.

Ce point présente une actualisation complète sur les trois prix : le Prix de CGLU-Bogotá pour la paix, le Prix international CGLU – Mexico – Culture 21 et le Prix international de Guangzhou pour l'innovation urbaine.

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

UNE ANNÉE CLÉ POUR L'ORGANISATION DE CGLU

Plusieurs événements majeurs dans la vie de CGLU et de ses membres se sont déroulés en 2015, dont la réunion de son Bureau exécutif à Porto-Alegre et son Conseil mondial qui s'est tenu en marge de la COP21.

Le Bureau exécutif a abordé les stratégies de CGLU dans ses contributions à Habitat III ainsi qu'aux agendas internationaux en cours de négociation.

Le Conseil mondial a insisté sur les objectifs de paix, de soutien aux réfugiés et sur la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable de l'Agenda 2030.



1ère SESSION 2015 DU BUREAU EXÉCUTIF: LA SOLIDARITÉ AU CŒUR DES CONCLUSIONS

Près de 200 représentants des Autorités Locales de plus de 35 pays et de toutes les régions du monde ont participé à la première session du Bureau Exécutif de CGLU organisée du 10 au 12 juin 2015 à Porto Alegre au Brésil.

Les différentes réunions ont permis d'aborder les stratégies de CGLU dans ses contributions à Habitat III ainsi qu'aux agendas internationaux en cours de négociation. Ont été évoqués l'Agenda de développement Post-2015, la Conférence sur le Financement du développement à Addis-Abeba en juillet 2015, le nouveau cadre international pour le combat contre les changements climatiques (COP21 à Paris en décembre 2015) et le Nouvel agenda urbain d'Habitat III.

Les membres latino-américains de CGLU et leurs réseaux se sont engagés à travailler pour renforcer la présence de cette région au sein de l'Organisation et ont accepté de mettre en place des mécanismes de collaboration. Les connaissances accumulées au fil du temps dans la région ont été valorisées par tous les participants comme un bien inestimable qui devrait inspirer et enrichir non seulement les autres régions, mais aussi l'Agenda Mondial des Autorités Locales. Les réseaux ont présenté des propositions pour avancer vers une structure renouvelée qui garantirait l'appropriation et permettrait la représentation effective de tous les types de membres au sein de CGLU. Ils ont proposé de mettre en place un mécanisme de dialogue, avec pour objectif d'atteindre des accords concrets d'ici à fin 2015.

La signature d'un partenariat stratégique avec l'Union européenne en janvier 2015 est devenue une source de motivation supplémentaire pour consolider l'Organisation. Il a également permis une plus grande prise de conscience de la responsabilité de chacun dans le développement de ce mouvement à la fois associatif, inclusif, pluriel et bâti sur la démocratie locale.



LES VOIX LOCALES POUR UN MONDE MEILLEUR

THEME CENTRAL DU
PROCHAIN CONGRÈS
MONDIAL DE CGLU

Les réunions de Porto Alegre ont été l'occasion de discuter du 5^e Congrès Mondial de CGLU, prévu en octobre 2016 à Bogota (Colombie). La Présidence a appelé les membres à se mobiliser et à contribuer activement au contenu de l'agenda du Congrès. En effet, les résultats permettront de définir la position des Autorités Locales pour la Conférence Habitat III.

Les membres ont adopté une structure préliminaire du Congrès. Les séances officielles incluront des tables rondes et des dialogues de haut niveau, des caucus régionaux et des réunions de l'Assemblée Mondiale. En septembre 2015, une première visite de terrain a permis de confirmer les dates (12-15 octobre 2016) et d'identifier des lieux pour cet événement.



5^e Congrès de CGLU
**SOMMET MONDIAL DES DIRIGEANTS
LOCAUX ET REGIONAUX**
12-15 Octobre, BOGOTA 2016

Le thème du Congrès, « Les voix locales pour un monde meilleur », doit représenter le point culminant du processus de développement de l'Agenda Mondial des Autorités Locales pour le 21^e siècle. Il marque aussi le point de départ de la mise en œuvre de l'agenda de développement post-2015 et du nouvel agenda urbain.

Plusieurs thèmes clés ont été identifiés et seront à prendre en considération : la ville humaine, les partenariats avec la société civile, l'espace public et la bonne gouvernance, la réduction des inégalités, la résilience et la relation entre les centres métropolitains et les périphéries.



LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

LE CONSEIL MONDIAL 2015 ADOpte TROIS MOTIONS POLITIQUES FORTES

Le Conseil mondial de CGLU a rassemblé plus de 500 dirigeants locaux pour débattre des principales préoccupations mondiales inscrites à l'agenda politique des Autorités Locales. Plusieurs moments forts ont ponctué cet événement.

Une minute de silence a été observée à la mémoire des victimes des attentats terroristes du 13 novembre 2015 dans la capitale française.

Le maire d'Istanbul et Président de CGLU, Kadir Topbaş, a remis le rapport de la présidence en soulignant les progrès énormes réalisés par CGLU au niveau de ses activités de plaidoyer sur la scène internationale et de la consolidation des différentes parties de son réseau, notamment au niveau de la recherche et de l'Agenda d'apprentissage entre villes.



La maire de Paris, Anne Hidalgo, a présenté une motion intitulée « Pour une démocratie locale forte et une gouvernance locale fiable : les bases de la réussite de l'Agenda Habitat III » dans laquelle elle rappelle le besoin de renforcer la décentralisation et la démocratie locale comme fondements du nouvel agenda urbain en vue de l'Agenda 2030 pour des sociétés plus justes. Cette motion incluait la proposition d'organiser, avec la ville de Madrid, le Sommet mondial contre la Violence et pour l'Education pour la Paix, occasion pour les dirigeants locaux du monde, avec la société civile, de réfléchir sur la paix.



Le maire de Dakar, Khalifa Sall, a présenté une **motion sur l'Agenda 2030**, par laquelle il souligne que la mise en œuvre locale de l'Agenda 2030 n'est pas uniquement l'application d'un agenda mondial ou national à l'échelle locale, mais bien l'établissement de conditions adéquates à l'échelle locale pour réaliser les objectifs mondiaux. Il appelle à un mécanisme solide pour la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'échelle locale et à la formation d'un panel intergouvernemental sur l'urbanisation durable, sous les auspices du Forum politique de haut niveau, avec une représentation des Autorités Locales.



La Maire de Barcelone, Ada Colau, a présenté une **motion sur la solidarité et les dispositifs de préparation des Autorités Locales, essentiels à la résolution des crises humanitaires**, qu'elles soient d'origine naturelle ou causées par l'homme. Dans son discours, elle a souligné la responsabilité juridique et morale des gouvernements locaux, qui se doivent d'accueillir ceux qui cherchent à fuir les crises naturelles et humaines dans leurs régions et de protéger les droits humains des personnes déplacées. Dans la lignée de cette motion, CGLU a décidé de mettre en place un groupe de travail « pour coordonner l'action locale en faveur des réfugiés et permettre aux villes d'échanger des connaissances et de s'engager dans un travail de plaidoyer commun au sujet de leurs compétences en la matière et s'adressant aux gouvernements nationaux. »

CGLU
Cités et Gouvernements
Locaux Unis

CONSEIL MONDIAL ET BUREAU EXÉCUTIF

#UCLGMeets
#Cities4Climate

PARIS
2015

Sommet des élus locaux pour le climat

Mairie de Paris

**340 MEMBRES COMPOSENT LE CONSEIL
MONDIAL DE CGLU**

Le Conseil mondial est le principal organe d'élaboration des politiques de CGLU. Il adopte les orientations de l'Organisation mondiale et veille à la mise en œuvre des grandes orientations décidées par l'Assemblée générale. Composé de 340 membres, il se réunit une fois par an. En 2015, il s'est réuni à Paris (France), à l'aimable invitation de la Maire de Paris et Co-présidente de CGLU, Anne Hidalgo.

2^e SESSION 2015 DU BUREAU EXÉCUTIF: POURSUIVRE LE TRAVAIL DE FACILITATEUR AU SEIN DE LA GLOBAL TASKFORCE

La deuxième session 2015 du Bureau Exécutif a permis de présenter les résultats et les recommandations du 3^e Forum mondial sur le développement Économique Local qui s'est tenu à Turin du 13 au 16 Octobre 2015 et qui a mis en évidence le rôle majeur des Autorités Locales dans le développement économique local.

Elle a également été l'occasion de rappeler les dernières mises à jour concernant les prix mondiaux de CGLU, qui visent à récompenser les principales réalisations des Autorités Locales dans de nombreux domaines. Les membres de CGLU ont été invités à présenter leur candidature à la première édition du Prix CGLU-Ville de Bogota pour la Paix, la 2^e édition du Prix international CGLU-Ville de Mexico-Culture21 et la 3^e édition du Prix international de Guangzhou pour l'innovation urbaine.



LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

UN BUREAU EXECUTIF CHARGÉ DE METTRE EN ŒUVRE LES DECISIONS DU CONSEIL MONDIAL

Le Bureau Exécutif est chargé d'initier les propositions et de mettre en œuvre les décisions du Conseil mondial, ainsi que de toute autre fonction qui lui sera déléguée par le Conseil mondial. Il est responsable de la gestion administrative et financière de l'Organisation mondiale. Il prépare les réunions du Conseil mondial et de l'Assemblée générale.

Le Bureau a également pris connaissance des préparatifs en cours du 5e Congrès de CGLU, Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux : « Voix locales pour un monde meilleur » qui se tiendra à Bogotá du 12 au 15 octobre 2016 juste avant Habitat III.

Le Bureau exécutif a par ailleurs mandaté le Secrétariat mondial à poursuivre son travail de facilitateur dans la Global TaskForce des gouvernements locaux et régionaux et encouragé les membres à participer.

UNE DÉCLARATION D'UNITÉ LATINO-AMÉRICAINE

Dans le cadre du Conseil mondial, les principaux réseaux d'Autorités Locales latino-américaines se sont engagés à rechercher l'unité.



Organisée conjointement par l'Alliance euro-latino-américaine de coopération entre les villes (projet AL-LAS), le réseau Mercociudades, le Réseau des villes d'Amérique du Sud (REDCISUR) et la Fédération latino-américaine des villes, municipalités et associations (FLACMA). La réunion a abouti à la signature de la Déclaration des maires d'Amérique latine, engagés pleinement à l'unité dans la diversité.

Cette déclaration vise à mettre en place une organisation latino-américaine qui unira les villes de toutes tailles, ainsi que les zones urbaines et rurales, au moyen d'une plate-forme internationale de dialogue et de plaidoyer. Celle-ci permettra d'échanger avec les organisations internationales et de participer aux prises de décision internationales.

SÉMINAIRE « DE LA COP21 À HABITAT III » : LES AUTORITÉS LOCALES ET LES CITOYENS AU CŒUR DES DÉFIS CLIMATIQUES

Le séminaire « De la COP21 à Habitat III » a rappelé que la dimension sociale était au cœur des enjeux climatiques.

Les débats ont rappelé que le changement climatique représente non seulement un défi environnemental, mais aussi un défi social. Ils ont également mis l'accent sur la nécessité pour les collectivités locales de travailler en partenariat avec la société civile dans la mise en œuvre de l'agenda 2030 du développement durable, l'agenda du changement climatique et le nouvel agenda urbain.

Cette session a permis à des maires et élus locaux d'identifier les priorités et les messages communs pour Habitat III.

Les participants élus locaux et la société civile ont plaidé en faveur



LEADERSHIP DES FEMMES POUR LE DÉVELOPPEMENT

L'enjeu de l'égalité des genres au niveau local, a fait l'objet d'une réunion spécifique et de trois tables rondes.

d'une réelle participation citoyenne dans la planification urbaine et le développement, en particulier celle des femmes et des peuples autochtones.

La nécessité de prendre en compte les Droits humains, l'économie durable, l'égalité des genres et les approches culturelles, a été rappelée par les intervenants.

Tous les participants sont convenus que le droit à la ville et la démocratie locale devaient être au cœur d'Habitat III.

Concernant la mise en œuvre du nouvel agenda urbain, il a été convenu que le manque de volonté politique et de financement est responsable des échecs liés aux engagements d'Habitat II, et que ceux-ci devaient être abordés comme partie intégrante du processus d'Habitat III.

Il y a eu, en conclusion, un consensus pour demander que le rôle formel des Autorités Locales dans le processus de négociation à Habitat III soit renforcé et que CGLU continue à faciliter l'apprentissage de ville à ville et la coopération entre les gouvernements locaux.



Les représentant-e-s d'autorités et d'associations locales se sont retrouvé-e-s à l'Hôtel de Ville de Paris pour discuter du rôle de l'égalité des genres au niveau local, en vue de la réalisation des grands agendas internationaux. La maire de Paris,

Anne Hidalgo, présidente de la Commission permanente sur l'égalité des genres de CGLU, a appelé à une représentation accrue des femmes au sein des institutions locales.

Trois tables rondes ont suivi. La première, « Les politiques et les services locaux pour l'égalité : le soutien local à l'ODD5 », s'est penchée sur le rôle de la politique locale pour la réalisation de l'égalité des genres et de l'Agenda 2030 ». La seconde, « Un programme sensible aux questions de genre pour Habitat III », s'est demandée comment l'on pourrait profiter de la Conférence Habitat III pour que l'égalité des genres se retrouve au cœur de la planification et de la gouvernance des villes. La troisième, « L'émancipation des femmes, nécessaire à la fondation de sociétés résilientes », a cherché à définir comment les femmes pourraient faire part de leurs priorités et apporter leurs compétences et leurs connaissances pour bâtir un avenir plus durable.

RENOUVELLEMENT DES DIRIGEANTS LOCAUX

Suite aux élections locales qui se sont tenues dans de nombreux pays courant 2015, une partie des instances dirigeantes de CGLU a été renouvelée.

Fathallah Oualalou, ancien maire de Rabat (Maroc) et Trésorier de CGLU, a été remplacé au poste de Trésorier par Berry Urbanovic, Maire de Kitchener (Canada), Président Emeritus de la Fédération Canadienne des Municipalités (FCM).

Annemarie Jorritsma-Lebbink, ancienne Présidente du Conseil des Communes et régions d'Europe (CCRE), ancienne Présidente de l'Association Néerlandaise des Municipalités (VNG) (Pays-Bas), ancienne Maire d'Almere, a été remplacée au poste de Vice-Présidence Europe par Iñigo De la Serna, Président en fontion et Co-Président du CCRE, Premier Vice-

Président de la Fédération Espagnole des Municipalités et Provinces (FEMP), Maire de Santander (Spain).

Jean-Paul Huchon, ancien President de Metropolis, ancien President de la Région Ile de France (France), a été remplacé au poste de Vice-Présidence pour la section métropolitaine par Denis Coderre, President de Metropolis, Maire de Montréal (Canada).

Paul Carrasco, President du FOGAR, President de la Province d'Azuay Province (Equateur) a été remplacé par Miguel Lifschitz, Gouverneur de la province de Santa Fe (Argentine).

The Presidency of UCLG 2013/2016 includes the following members:

- PRESIDENT:** Anne Hidalgo, Mayor of Paris (France)
- CO-PRESIDENTS:** Berry Urbanovic, Mayor of Kitchener (Canada); Iñigo De la Serna, President of CCRE (Spain)
- VICE-PRESIDENTS FOR UCLG SECTIONS:**
 - Kyle Rasmussen, President of UCLG North America
 - Seun Bangura, President of UCLG Africa
 - Anna Maria, President of UCLG Latin America and the Caribbean
 - Dagmar Schmitz, President of UCLG Europe
 - Peter Dakof, President of UCLG Asia and the Pacific
 - Elisabetta Tassan-Gallay, President of UCLG Middle East and Central Asia
 - Wolfgang Lutz, President of UCLG International
- TREASURER:** Berry Urbanovic, Mayor of Kitchener (Canada)
- SECRETARY GENERAL:** Paul Carrasco, President of FOGAR (Equateur)
- SECRETARIES GENERAL OF THE UCLG SECTIONS:**
 - Guillermo Diaz, Secretary General of UCLG Africa
 - Bernard Nguesso, Secretary General of UCLG Latin America and the Caribbean
 - Edmundo Salazar, Secretary General of UCLG Europe
 - Geert Verstraete, Secretary General of UCLG Middle East and Central Asia
 - Robert Barnes, Secretary General of UCLG International
 - Eric Gaffier, Secretary General of UCLG North America
 - Yolanda Pineda, Secretary General of UCLG Asia and the Pacific



4.

LES COMMISSIONS ET GROUPES DE TRAVAIL DE CGLU

Contribuer à l’élaboration des politiques
de CGLU

Développer des propositions et
des initiatives de coopération entre
les gouvernements locaux et leurs
associations



“

Les commissions et leurs groupes de travail permettent aux membres de CGLU de mieux se connaître entre eux et de promouvoir l'innovation.

Chen Jianhua
Co-Président de CGLU
Maire de Guangzhou (Chine)



LES COMMISSIONS : LES “CHAMPIONS” DE CGLU DANS LES GRANDS RENDEZ- VOUS INTERNATIONAUX

Les Commissions de CGLU se sont investies dans les principaux enjeux qui concernent les Autorités Locales de par le monde.

Elles ont identifié les rendez-vous clés sur leurs thématiques et y ont participé afin de faire entendre les préoccupations des Autorités Locales et peser sur les déclarations finales.

De cette manière, elles ont oeuvré à préparer concrètement la conférence Habitat III, grâce à leur présence et à leurs contributions sur les différents agendas mondiaux.

Les Commissions participent à l’élaboration des politiques de CGLU et à leur mise en application dans le domaine défini par le Bureau Exécutif, ainsi que dans le cadre du Programme d’orientations et d’activités pour la période en cours. Les résultats de leurs travaux sont présentés au Bureau Exécutif de CGLU. Actuellement, CGLU compte 11 Commissions actives. Chaque Commission peut instituer un ou plusieurs groupe(s) de travail. Leur mandat est de trois ans, jusqu’au prochain Congrès de CGLU en 2016.

COMMISSION PERMANENTE SUR
L’ÉGALITÉ DES GENRES

..

COMMISSION DÉCENTRALISATION
ET AUTONOMIE LOCALE

..

COMMISSION FINANCES LOCALES
ET DÉVELOPPEMENT

..

COMMISSION CULTURE

..

COMMISSION COOPÉRATION AU
DÉVELOPPEMENT ET DIPLOMATIE
DES VILLES

..

GROUPE DE TRAVAIL
RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL
ET DES CAPACITÉS

..

GROUPE DE TRAVAIL MIGRATION ET
CO-DÉVELOPPEMENT

..

GROUPE DE TRAVAIL
GOUVERNEMENTS LOCAUX ET
COOPÉRATION AU MOYEN-ORIENT

..

COMMISSION INCLUSION SOCIALE,
DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET
DROITS HUMAINS

..

SIX GROUPES DE TRAVAIL ET DEUX TASKFORCES RENFORCENT L'INFLUENCE DE CGLU

COMMISSION **INTERRÉGIONALE
MÉDITERRANÉE**

..

COMMISSION **SANTÉ URBAINE**

..

COMMISSION **VILLES DE
PÉRIPHERIE**

..

COMMISSION **PLANIFICATION
STRATÉGIQUE URBAINE**

..

GROUPE DE TRAVAIL **VILLES
INTERMÉDIAIRES**

..

GROUPE DE TRAVAIL
**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
LOCAL**

..

COMMISSION **VILLES NUMÉRIQUES
ET DE LA CONNAISSANCE**

..

TASKFORCE **COMMUNAUTÉ DE
PRATIQUES SUR L'INNOVATION
URBAINE**

..

TASKFORCE **SUR LA RÉPONSE DES
GOUVERNEMENTS LOCAUX AUX
CATASTROPHES**

..

Les Groupes de travail de CGLU ont joué un rôle concret dans la définition de propositions et d'initiatives en faveur du développement économique local et en vue des échéances internationales, tels les ODD et Habitat III.

En fonction des thématiques abordées, ils ont intensifié la collaboration entre eux ainsi qu'avec les taskforces et les Commissions concernées, reflétant d'autant mieux la diversité des Autorités Locales.

Les Groupes de travail ont également renforcé leurs liens en coopérant avec d'autres organisations internationales, comme l'ONU et l'OIT.

Les Groupes de travail contribuent à développer des propositions et/ou des initiatives de coopération entre les gouvernements locaux et leurs associations, afin d'enrichir le débat au sein de CGLU. Actuellement, CGLU compte 6 Groupes de travail. Leur mandat est de trois ans, jusqu'au prochain Congrès de CGLU en 2016.

COMMISSION PERMANENTE SUR L'ÉGALITÉ DES GENRES PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES GENRES DANS LA PERSPECTIVE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les agences nationales et les Nations Unies reconnaissent CGLU comme le porte-parole international des femmes élues au niveau local.

La Commission permanente de CGLU sur l'égalité des genres assure et encourage à travers le monde la participation des femmes au niveau local. La Commission est fermement convaincue que la participation des femmes à la prise de décision au niveau local est le fondement du développement mondial.

La Commission permanente travaille avec des élues et des organisations locales afin de renforcer leurs capacités

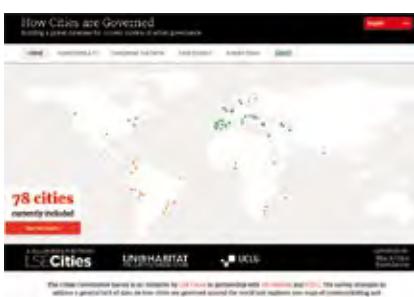
et d'accroître la représentation des femmes élues au niveau local. Grâce au travail avec CGLU, ONU Femmes promeut désormais l'inclusion d'un indicateur sur les femmes élues locales, ce qui implique d'importants progrès en matière de participation des femmes à la politique locale.

En décembre 2015, Anne Hidalgo, Maire de Paris et présidente de la Commission permanente sur l'égalité des

genres de CGLU, a accueilli à l'Hôtel de Ville de Paris un événement consacré au **leadership des femmes pour le développement**, dans le cadre du Conseil Mondial de CGLU et de la COP21. L'événement a permis aux élues locales, aux praticiens des gouvernements locaux et aux associations locales de débattre du rôle de l'égalité des genres au niveau local, pour la réalisation des grands agendas internationaux relatifs au développement et à la durabilité.



COMMISSION DÉCENTRALISATION ET AUTONOMIE LOCALE UNE NOUVELLE BANQUE DE DONNÉES MONDIALE SUR LA GOUVERNANCE URBAINE



La Commission de CGLU sur la décentralisation et l'autonomie locale a travaillé en partenariat avec LSE Cities (Centre de recherche de l'Ecole de Sciences Politiques et Economiques de Londres) pour lancer la Plateforme en ligne de l'enquête sur la gouvernance urbaine. L'initiative est une tentative de répondre au manque général de données concernant la façon dont les villes sont gouvernées dans le monde. Les résultats de cette enquête ont été développés sous forme d'une nouvelle

base de données mondiales, disponible en ligne, qui explore les modèles actuels de gouvernance urbaine.

La recherche comparative mondiale sur la gouvernance urbaine est confrontée à un défi substantiel touchant aux données : indépendamment de la disponibilité toujours plus grande des informations sur les arrangements institutionnels dans les villes individuelles, les connaissances et les méthodologies pour recueillir et comparer le large spectre des différents systèmes de gouvernance urbaine sont limitées. L'enquête mondiale sur la gouvernance urbaine répond à ce défi en matière de données et explore de nouvelles façons de communiquer et de « cartographier » la gouvernance urbaine pour une diffusion publique, un politique comparative et des analyses de recherche.

COMMISSION FINANCES LOCALES ET DÉVELOPPEMENT

UN SOUTIEN APPUYÉ AU PLAIDOYER MENÉ LORS DE LA CONFÉRENCE D'ADDIS ABEBA

La Commission de CGLU sur les Finances locales et le développement a soutenu les efforts de la Global Taskforce (GTF) et sa participation à Addis Abeba, à travers :

- 1) l'accréditation d'une délégation des Autorités Locales
- 2) l'organisation d'un événement parallèle sur un projet d'observatoire mondial sur la finance locale, réunissant les partenaires nationaux et internationaux engagés sur ce sujet
- 3) le soutien à l'organisation de deux événements parallèles de la GTF à Addis Abeba pour présenter et défendre les positions de la Commission et la coordination avec les autres événements parallèles organisés par les membres et

les partenaires de la GTF (FMDV, ONU-Habitat, Cities Alliances et CLGF).



qui insistait sur l'importance d'un financement adéquat pour les initiatives territoriales.

Étude sur la décentralisation fiscale

Afin d'appuyer le plaidoyer de CGLU sur la finance locale, la Commission conduit une étude sur les conditions de la mobilisation de ressources locales pour l'urbanisation durable, centrée autour de trois principaux domaines d'étude : la fiscalité locale, l'évaluation foncière et l'accès aux ressources externes. Les constats préliminaires sont en phase de test à travers des analyses plus avancées de 12 études de cas de gouvernements locaux dans le monde. En outre, la Commission est en train d'effectuer une étude statistique comparative sur l'état de la finance locale de 80 pays à l'échelle mondiale, en partenariat avec l'OCDE et l'AFD. L'étude est la première étape vers un projet d'observatoire mondial sur la finance locale comme outil d'amélioration de la transparence et du dialogue entre les niveaux de gouvernement et le suivi de la décentralisation fiscale.

Le financement au cœur du Sommet Mondial sur le climat et les territoires

La Commission a également été impliquée dans le Sommet Mondial sur le climat et les territoires et l'animation de l'atelier dédié au financement climatique, avec le Groupe Énergies Renouvelables, Environnement et Solidarités (GERES). Les conclusions et recommandations de l'atelier ont été incluses dans la déclaration finale

COMMISSION CULTURE CULTURE 21 : ACTIONS

Le premier Sommet Culture de CGLU a été accueilli par la ville de Bilbao (Pays basque, Espagne) du 18 au 20 mars 2015. Des acteurs clés du monde de la culture, comprenant activistes, agents locaux et représentants politiques, y ont participé. Il a réuni 75 villes et 69 organisations locales, nationales et internationales de tous les continents. Le point culminant de ce premier Sommet Culture a été l'adoption de « Culture 21 : Actions ». A la fois déclaration mondiale et boîte à outils fondée sur l'Agenda 21 de la Culture, il promeut l'expertise, l'apprentissage entre pairs et l'échange. « Culture 21 : Actions » fournit des lignes de conduite ajustables permettant aux villes engagées dans la culture et le

développement durable d'évaluer et d'améliorer leur travail dans ce domaine, et d'échanger leurs expériences et bonnes pratiques les unes avec les autres. L'établissement d'un partenariat solide entre les gouvernements locaux et les réseaux de la société civile est également une recommandation claire issue du Sommet.



COMMISSION COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT ET DIPLOMATIE DES VILLES CHAMPIONS DE CGLU SUR LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Les membres de la Commission coopération au développement et diplomatie des villes (CDDV) ont participé à des réunions de haut niveau aux côtés du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et d'ONU-Habitat, et ce à titre de Champions de CGLU sur la coopération au développement. Ce programme était organisé par le Groupe de travail chargé du renforcement institutionnel et des capacités pour le compte de la Commission.

Le 19 novembre 2015, la Commission a présenté le Prix de la Paix CGLU. Le prix vise à contribuer à la pleine reconnaissance du rôle important mais

souvent négligé des gouvernements locaux en tant qu'acteurs de consolidation de la paix, créant ainsi une approche plus efficace pour la résolution des conflits.

En 2015, elle s'est réunie à deux reprises pour discuter de son rôle dans l'appui des orientations stratégiques de CGLU. Ces réunions ont été une tribune au sein de l'Organisation mondiale, pour des dialogues stratégiques sur la coopération au développement et la diplomatie des villes. Elles ont permis la formulation de recommandations stratégiques concrètes sur ces enjeux afin de documenter les discussions internationales.

GROUPE DE TRAVAIL RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL ET DES CAPACITÉS ÉCHANGER DES OUTILS POUR LA MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réunion annuelle du Groupe de travail Renforcement institutionnel et des capacités, a été organisée à La Haye (Pays-Bas) les 1 et 2 octobre 2015, par VNG International, l'agence de coopération internationale de l'Association des communes néerlandaises. Elle a réuni 50 responsables, directeurs et conseillers, qui ont partagé leurs opinions sur



les derniers développements de leurs propres organisations, ainsi que sur l'agenda international et CGLU. Les thèmes principaux ont inclus :

- le rôle et les responsabilités des Autorités Locales concernant les Objectifs du Développement Durable (ODD) adoptés en septembre 2015.
- le préambule à la Conférence Habitat III.
- le rôle du Groupe de travail lors de la réunion sur le « Partenariat mondial

GROUPE DE TRAVAIL MIGRATION ET CO-DÉVELOPPEMENT UN PLAN DE TRAVAIL ET DE NOUVELLES SYNERGIES MIS EN ŒUVRE

Le Groupe de Travail Migration et co-développement a organisé à Porto Alegre une réunion avec sa Présidence et deux de ses Vice-Présidents, afin de discuter et d'élaborer le plan de travail du Groupe.

Il a également travaillé avec d'autres Commissions et Groupes de Travail de CGLU pour trouver des points

pour une coopération efficace au service du développement» qui s'est tenue au Mexique en septembre 2015.

Les membres se sont engagés :

- à échanger les outils sur la mise en œuvre des ODD et à continuer de soutenir les Champions de CGLU dans la coopération au développement pour garantir un plaidoyer efficace lors des réunions internationales.
- à mettre à jour le plan d'action pour s'assurer d'un développement plus efficace et pour réaliser une analyse des systèmes de contrôle et d'évaluation les plus performants.
- à renforcer le rôle du Groupe de travail dans le soutien au plaidoyer mondial sur la coopération au développement au sein des Forums de coopération au développement des Nations Unies.

communs, pour partager les objectifs et les programmes d'actions et pour établir des synergies. Il a ainsi étroitement collaboré avec la Commission de Coopération au Développement et Diplomatie des Villes, la Commission Inclusion Sociale, la Commission Villes de Périphérie, la Commission Méditerranée et le Groupe de Travail sur la coopération au Moyen-Orient.

GROUPES DE TRAVAIL

GOUVERNEMENTS LOCAUX ET COOPÉRATION AU MOYEN-ORIENT

LES RÉFUGIÉS SYRIENS ET LE PEUPLE PALESTINIEN AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS

Suite à l'organisation d'une mission CGLU aux frontières syriennes en 2013, le travail s'est poursuivi autour de la question des réfugiés syriens.

En septembre 2014 à Amman (Jordanie), le Groupe a co-organisé, en partenariat avec PLATFORMA, un séminaire qui a notamment abordé le sujet des réponses des Autorités Locales face à l'afflux des réfugiés syriens. Une étude a été réalisée par Cités Unies France à cette occasion : « quel rôle pour les gouvernements

locaux dans les Etats fragiles et en crise ? Le cas de la crise syrienne ».

En octobre 2015 à Paris (France), le Groupe a organisé les assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne avec une ouverture européenne et internationale. Cet évènement a réuni plus de 80 élus palestiniens et 150 représentants des Autorités Locales françaises et européennes.

COMMISSION

INCLUSION SOCIALE, DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET DROITS HUMAINS

L'IMPORTANCE DU RÔLE DES AUTORITÉS LOCALES DANS LA PROMOTION ET LA PROTECTION DES DROITS HUMAINS RECONNUE À GENÈVE

Séminaire international des gouvernements locaux pour le droit à la ville

La Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains de CGLU était partenaire du Séminaire des Gouvernements Locaux pour le Droit à la Ville de Mexico, qui s'est tenu du 20 au 22 avril 2015 à l'initiative de la ville de Mexico. Ce Séminaire, qui a réuni 4 500 participants, a démontré à nouveau à quel point les droits humains dans la ville sont une nécessité dans un monde urbain confronté à de nombreux défis. Il a aussi témoigné du fait que les villes des droits humains engagent les gouvernements locaux et les citoyens ensemble dans le processus démocratique local, intrinsèque à la décentralisation.

La déclaration adoptée à la fin du séminaire réaffirme l'importance du droit à la ville dans un monde majoritairement urbain où les inégalités menacent le bien vivre commun. Cette Déclaration appelle à accroître le réseau des gouvernements locaux pour le droit à la ville et à construire des alliances stratégiques avec la société civile afin de peser dans le nouvel agenda urbain mondial. Elle demande ainsi à ONU-Habitat de garantir une participation effective des gouvernements locaux et de leurs associations en collaboration avec la société civile dans la préparation, l'organisation et la réalisation de la Conférence Habitat III.

30^e session du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies

Le 22 septembre, à l'occasion de la 30^e session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève, un rapport sur le rôle des gouverne-

ments locaux dans la promotion et la protection des droits de l'Homme a été présenté. Depuis 2014, la Commission sur l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits humains de CGLU a participé activement à l'élaboration de ce rapport par le Comité consultatif du Conseil des droits de l'Homme. La version finale du rapport reconnaît le rôle crucial de la décentralisation pour la localisation de la démocratie et les droits de l'Homme. Elle réaffirme les devoirs partagés et complémentaires des États et des gouvernements dans le respect, la protection et l'exercice des droits de l'Homme. De fait, les Autorités Locales sont souvent celles qui traduisent les obligations internationales et nationales envers les droits de l'Homme en actions pratiques à travers leurs politiques publiques. Un suivi du Conseil des droits de l'Homme a été effectué le 18 septembre via un événement parallèle auquel a participé la Commission à Séoul, en République de Corée.



COMMISSION INTERRÉGIONALE MÉDITERRANÉE POUR UNE APPROCHE TERRITORIALES DES POLITIQUES

En 2015, la Commission européenne a lancé une large consultation dans l'objectif de conduire une révision approfondie de sa politique de voisinage liée à la région méditerranéenne (voisinage méridional) et à l'est de l'Union. Les Autorités Locales ont



saisi cette opportunité pour faire entendre leurs suggestions sur la future politique de voisinage à travers les réponses de l'Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne (ARLEM), MedCities et la Commission inter-méditerranéenne de la Conférence des régions périphériques maritimes d'Europe (CIM-CRPM).

Les Autorités Locales et régionales de la Méditerranée ont appelé à la distinction et au rééquilibre entre les composants géographiques de la politique européenne de voisinage (PEV). Pour la zone méditerranéenne, il est important d'obtenir une meilleure articulation entre une politique régionale renforcée (stratégie macro-régionale à envisager) et des coopérations bilatérales correctement différencierées. Il a également été mentionné le besoin d'une approche des politiques davantage territoriale et moins sectorielle. Enfin, les dirigeants locaux et régionaux ont appelé à plus d'implication du niveau local dans la PEV révisée.

COMMISSION VILLES DE PÉRIPHÉRIE L'AVENIR DES VILLES NE PEUT SE DÉCIDER SANS LA VOIX DES TERRITOIRES



2015 a été une année très active pour la Commission Villes de périphérie, à travers les activités du réseau FALP (Forum Mondial des Autorités Locales de Périmétrie). La présidence de la Commission s'est réunie au mois de février à Nanterre (France) afin de déterminer un plan de travail jusqu'à l'organisation du 4^e Congrès du FALP en juin 2016.

La Commission a tenu sa réunion annuelle dans le cadre du Bureau Exécutif de CGLU en juin 2015 à Porto Alegre (Brésil).

De plus, la Commission a organisé la 2^e Assemblée Internationale du réseau FALP à Moron (Argentine) en septembre, qui a réuni près de 50 Autorités Locales de 12 pays. Cette

Assemblée dont la thématique était la jeunesse, a permis à plus de 50 jeunes de 10 pays de se rencontrer et d'échanger avec les élus locaux sur des sujets comme la « radicalisation de la démocratie », le « droit à la centralité » et « l'inclusion sociale ».

La Commission a également été présente lors des rencontres sur le droit à la ville à Mexico et Bogotá ainsi qu'à la 15^e conférence de l'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP) à Madrid en mars 2015.

Lors de la COP 21, le réseau FALP était partenaire pour l'organisation de l'événement parallèle « Les Périmétries populaires métropolitaines, actrices majeures et prioritaires dans la lutte contre le dérèglement climatique ».

COMMISSION PLANIFICATION STRATÉGIQUE URBAINE INFLUENCER LES DIFFÉRENTS AGENDAS MONDIAUX EN PRÉPARATION D'HABITAT III

Les villes intermédiaires sont devenues la thématique centrale de l'agenda global et du processus GOLD, le groupe de travail comme le réseau CIMES, ont été impliqués et ont conseillé les conclusions de la consultation et du développement.

Peu avant, 3 membres de la commission ont pris part à la dernière réunion d'experts concernant les directives transversales sur la

planification urbaine. Les directives ont été présentées aux réunions du Conseil d'Habitat à Nairobi et le Secrétariat Général de CGLU Afrique a livré la position de CGLU.

Plusieurs membres de la Commission ont participé à l'initiative d'ONU Habitat « Octobre Urbain » pour promouvoir l'espace public, en particulier lors de la « Journée Mondiale de l'Habitat » du 5 octobre 2015.

Les consultations d'ONU-Habitat pour Habitat III sur les villes intermédiaires se sont tenues à Cuenca les 12 et 13 novembre et ont été suivies par les équipes de CGLU ainsi que par le coordinateur du groupe de travail sur les villes intermédiaires de CGLU.

Développement économique local et politiques urbaines-rurales des villes intermédiaires

Du 27 au 30 janvier, un échange d'apprentissage sur les questions du développement économique local et les politiques urbain-rural des villes intermédiaires s'est tenu à Pasto (Colombie). Cet événement a mis en lumière l'importance de politiques urbain-rural pour répondre aux enjeux des zones rurales, à travers l'économie de proximité. Il était co-organisé par le groupe de travail sur les villes intermédiaires de CGLU, Findeter,

l'Organisation internationale du travail (OIT), GIZ et ONU-Habitat.

Le projet d'apprentissage entre pairs Afrique méridionale-Brésil, coordonné par CGLU avec l'appui de la Commission Européenne, s'est achevé en juin 2015. Son objectif était d'améliorer les capacités des Autorités Locales au Brésil et au Mozambique. Les thématiques de la planification et de la gestion urbaine entre les villes, ont fait l'objet de plans de travail collaboratifs.

La Commission a participé à la Biennale de l'espace public à Rome du 21 au 24 mai 2015, organisée par l'Institut

italien de l'urbanisme et ONU-Habitat. Elle y a lancé la publication sur l'apprentissage entre pairs « Espace public et citoyenneté », qui recueille les conclusions de la session d'octobre 2014 à Porto Alegre. La charte sur les outils de l'espace public a également été relancée.

Elle a aussi participé à la 9^e édition de la Conférence internationale sur les marchés publics, du 26 au 28 mars à Barcelone.



GROUPE DE TRAVAIL DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL UN CADRE COMPLET POUR « INTÉGRER » ET « LOCALISER » LES OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



Le Troisième Forum mondial sur le développement économique local s'est tenu à Turin, Italie, du 13 au 16 octobre 2015. CGLU, avec le Groupe de travail de CGLU sur le Développement économique local (DEL), en ont été les partenaires organisateurs, participant au Comité exécutif et mobilisant des intervenants du monde local. Cet événement bisannuel s'inscrit dans un processus continu d'apprentissage, de partage et de connaissances.

Pour sa publication au titre de contribution au Forum, CGLU s'est appuyée sur le document politique préparé par le Groupe de travail DEL, qui souligne le positionnement clé de ce dernier sur le développement économique local : « Le rôle des gouvernements locaux dans le développement économique local ».

Le Forum a reconnu et valorisé l'approche DEL comme un moyen valide de mettre en œuvre de façon efficace et durable les ODD à l'échelle locale, offrant un cadre complet pour « intégrer » et « localiser » les ODD. Il a souligné le rôle clé de catalyseurs des Autorités Locales. En effet celles-ci lancent et orientent des processus efficaces de DEL, s'appuyant sur l'appropriation et le consensus pour le développement du territoire, promouvant des partenariats et facilitant les actions coordonnées et les synergies.

GROUPÉ DE TRAVAIL VILLES INTERMÉDIAIRES LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL ET LES LIENS RURAL-URBAIN AU CENTRE DES TRAVAUX

Du 27 au 30 janvier à Pasto (Colombie), le Groupe de travail de CGLU sur les villes intermédiaires, le Secrétariat Mondial de CGLU, la ville de Pasto, Findeter et l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ont co-organisé un échange d'apprentissage. Le développement économique local et les politiques urbain-rural pour les villes intermédiaires en ont été les thèmes centraux. L'échange d'expériences entre les experts nationaux et internationaux et les représentants des gouvernements locaux, régionaux et nationaux, a montré que les économies de proximité sont une opportunité de dynamiser le développement économique local et la création d'emplois décents dans la région.

Les 23 et 24 mars à Barcelone (Espagne), le Groupe de travail a participé à la consultation de CGLU sur les villes intermédiaires, en vue du développement de l'Agenda



mondial des Autorités Locales. Le Groupe a plaidé en faveur du besoin de repositionner les villes intermédiaires dans les messages économiques nationaux et mondiaux et pour la reconnaissance de leur statut et de leur profil aux niveaux national et international.



Du 26 au 28 mars à Barcelone, le Groupe de travail a représenté CGLU lors de la 9e édition de la Conférence internationale sur les marchés publics. L'événement a mis en lumière une nouvelle vision globale des marchés publics. Ceux-ci sont apparus comme des lieux authentiques de plus en plus reconnus pour leur contribution au

programme d'approvisionnement et au développement économique local. Le rôle important joué par les marchés dans la reconnaissance et le maintien des liens rural-urbain a été souligné par les maires et les représentants élus ayant parlé au nom de CGLU.

De 2013 à 2015, CGLU a organisé et encouragé la discussion entre les dirigeants locaux, les professionnels, les experts et les partenaires de développement sur la planification et le financement du futur des Villes Intermédiaires. Les résultats des discussions et des activités ont été recueillis sous forme d'un « Document cadre ». Elaboré avec la Chaire de l'UNESCO, réseau universitaire des villes intermédiaires, ce document est constitué de données pratiques concernant les opportunités et les stratégies des villes intermédiaires.



la modernisation de la gestion municipale », il a offert aux participants l'occasion de débattre de sujets liés à l'utilisation des nouvelles technologies, l'innovation et les connaissances qui permettraient aux villes d'être plus efficaces et plus durables. Les thèmes abordés ont facilité les échanges d'expérience : gouvernements ouverts au niveau local ; innovation dans l'administration locale ; systèmes de gestion municipale intégrés ; gouvernements locaux électroniques ; nécessité d'encourager les partenariats privé-public (PPP) ; mobilité urbaine durable ; technologies appliquées à la gestion environnementale.

COMMISSION VILLES NUMÉRIQUES ET DE LA CONNAISSANCE LA MODERNISATION DE LA GESTION MUNICIPALE, ENJEU MAJEUR



Dans l'objectif d'encourager l'échange de connaissances et la collaboration entre les villes, la Commission des villes numériques et de la connaissance a organisé son événement annuel 2015 à São Paulo (Brésil) du 30 septembre au 2 octobre. Intitulé « 2^e Séminaire sur

TASKFORCE COMMUNAUTÉ DE PRATIQUES SUR L'INNOVATION URBAINE PRIX DE GUANGZHOU : DES VISITES DE TERRAIN POUR ENCOURAGER L'APPRENTISSAGE ENTRE AUTORITÉS LOCALES

Des visites de terrain ont été mises en place dans les 15 villes dont les initiatives ont été sélectionnées lors du 2^e Prix de Guangzhou (Chine). Ces visites ont pour but de rassembler une documentation de recherche ainsi que d'encourager l'apprentissage entre pairs au sein du réseau de CGLU. Les deux premières sessions de ces visites d'études ont été réalisées à



Rio de Janeiro (Brésil) et à Buenos Aires (Argentine) le 18 et 21 mai respectivement. En outre, un « Atelier pour les Leaders d'Opinion : Apprendre de l'innovation urbaine », s'est tenu à Guangzhou du 2 au 6 novembre 2015. Cet événement, conçu pour les responsables et décideurs politiques, a été pour eux une opportunité unique de rencontrer des experts, des professionnels et des dirigeants urbains. Ils ont ainsi pu apprendre les meilleures pratiques pour résoudre les problèmes urbains et pour améliorer le fonctionnement des villes au service des habitants.

Le Prix de Guangzhou récompense les pratiques innovantes du secteur public local

Co-organisé par CGLU, Metropolis et le Gouvernement Municipal de Guangzhou, le Prix de Guangzhou vise à récompenser les innovations pour améliorer les environnements socio-économiques des villes et des régions, pour promouvoir la durabilité et ainsi faire progresser les conditions de vie de leurs habitants. Présenté tous les deux ans, ce Prix encourage et reconnaît les pratiques et les projets innovants et exceptionnels du secteur public.

TASKFORCE SUR LA RÉPONSE DES GOUVERNEMENTS LOCAUX AUX CATASTROPHES LANCÉMENT D'UNE ÉTUDE SUR LE RÔLE DES AUTORITÉS LOCALES EN SITUATION DE CRISE



La Taskforce sur la réponse des gouvernements locaux aux catastrophes a été impliquée dans les préparatifs et la mobilisation autour de la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la prévention des risques de catastrophes qui s'est tenue à Sendai (Japon) en mars 2015. Elle a ensuite lancé une étude sur le rôle des

Autorités Locales en situation de crise, visant à contribuer au volet urbain du Sommet humanitaire mondial prévu les 23 et 24 mai 2016 à Istanbul (Turquie). La Taskforce prépare un séminaire technique touchant les agences des Nations Unies impliquées dans les questions de développement d'après catastrophes.

5.

LES SECTIONS DE CGLU

Les voix incontournables des
grandes régions du monde



De l'Amérique à l'Asie en passant par l'Europe et l'Afrique, les Sections de CGLU ont travaillé à accroître la reconnaissance, sur la scène internationale, des Autorités Locales qu'elles représentent, en particulier dans la perspective de la Conférence Habitat III.

Organisatrices ou participantes de nombreux séminaires et rencontres, elles ont chacune développé des idées et des propositions sur les principaux enjeux mondiaux tel le changement climatique, l'urbanisation durable ou la gouvernance.



LES SECTIONS DE CGLU

Les sections élaborent leurs propres politiques et administrent leurs propres affaires, en procurant à l'Organisation mondiale un soutien institutionnel dans la poursuite de ses missions et objectifs, dans leur zone géographique.

Le réseau de CGLU est composé :

DE 7 SECTIONS RÉGIONALES

- ⌚ Section Afrique, CGLU Afrique
- ⌚ Section Amérique Latine, Fédération latino-américaine des villes, municipalités et associations (FLACMA)
- ⌚ Section Asie-Pacifique, UCLG-ASPAC
- ⌚ Section Eurasie, UCLG-Eurasia
- ⌚ Section Europe, Le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE)
- ⌚ Section Moyen-Orient et Asie d'Ouest, UCLG-MEWA
- ⌚ Section Amérique du Nord, Fédération Canadienne des Municipalités (FCM)

D'UNE SECTION MÉTROPOLITAINE

- ⌚ Metropolis

D'UNE SECTION POUR LES GOUVERNEMENTS RÉGIONAUX

- ⌚ Forum des Régions, Régions CGLU



AFRIQUE

CGLU AFRIQUE S'APPUIE SUR SES SÉMINAIRES RÉGIONAUX POUR "CONSTRUIRE L'UNITÉ AFRICAINNE DEPUIS LA BASE"

Dans le cadre du partenariat signé avec l'Union européenne pour renforcer les gouvernements locaux en Afrique, CGLU Afrique a mené une série de séminaires régionaux en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est et en Afrique centrale.

Ces séminaires régionaux avaient notamment deux objectifs :

- travailler sur l'émergence de la voix politique des Autorités Locales en encourageant la participation des populations africaines au développement
- améliorer la contribution des Autorités Locales à la définition d'un agenda commun à l'Afrique et à l'UE sur la prévention des conflits et la construction de la paix.

Cela a permis de renforcer les capacités des associations nationales et régionales d'Autorités Locales en Afrique. Le but est qu'elles puissent améliorer les contributions des gouvernements locaux aux propositions liées aux questions de gouvernance mondiale, dans le cadre de l'Union africaine et des Nations Unies.

Des séminaires régionaux pour les dirigeants locaux

Le premier séminaire régional a été organisé en Afrique de l'Ouest. L'objectif était de développer les connaissances des participants sur l'évolution de l'environnement pour faciliter l'action des gouvernements locaux, à la fois en Afrique et dans le monde.

Le séminaire régional en Afrique de l'Est, organisé à Entebbe du 5 au 7 septembre, s'est centré sur la Charte des valeurs et principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local.

Le séminaire régional en Afrique centrale, organisé à Brazzaville du 29 au 31 octobre, s'est également penché sur les processus de signature et de ratification de la Charte africaine et la participation des membres d'Afrique centrale aux commissions et réseaux de CGLU Afrique.

Pour les associations nationales de gouvernements locaux d'Afrique, les maires ou les représentants des capitales africaines, ces séminaires régionaux ont constitué d'excellentes opportunités de contribuer au processus de mise en œuvre de la vision « construire l'unité africaine et encourager son développement depuis la base ».

7^e édition d'Africités

CGLU Afrique et la ville de Johannesburg (Afrique du Sud) ont accueilli la 7^e édition d'Africités, du 29 novembre au 2 décembre 2015. L'événement a permis aux participants d'élargir leurs réseaux. Ils ont pu également construire de nouveaux partenariats pour l'acquisition de solutions, de technologies et d'équipements innovants qui répondent à leurs besoins et aux projets de développement local. Les principaux sujets de discussions ont porté sur le développement économique local en Afrique et le réseau d'experts économiques, la route vers Habitat III, les défis liés au changement climatique en Afrique et le « coaching territorial » sur les finances locales.





AMÉRIQUE LATINE

FLACMA, renforce sa présence dans les réseaux locaux et les sommets régionaux

En 2015, la Section de CGLU pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (FLACMA), a mené des dialogues avec des réseaux et des associations de la région, y compris le Groupe de travail ouvert permanent (GATP selon l'acronyme espagnol), la Confédération des associations de municipalités d'Amérique Centrale et des Caraïbes (CAMCAYCA), la Fédération nationale des municipalités du Mexique (FENAMM), l'Association nationale des maires du Mexique (ANAC) et l'Association des Autorités Locales du Mexique (AALMAC). Des réunions ont eu lieu au Brésil, en Colombie, au Mexique et en Uruguay. L'objectif est l'unification du mouvement municipal dans la région.

Afin de renforcer sa gestion, un Comité technique avec la représentation des six régions de FLACMA a été formé par les directeurs exécutifs des associations nationales, qui assument des responsabilités partagées. Cette nouvelle structure travaille au développement de nouveaux projets par le biais de la coopération internationale. Elle élabore aussi le positionnement de la Fédération sur les questions internationales en s'appuyant sur les processus de décentralisation et les agendas municipaux de la région. Un bulletin d'information mensuel a également été lancé.

La Fédération a participé au Sommet latino-américain des villes et des gouvernements locaux en avril à Mar del Plata (Argentine), au 3^e Congrès ibéro-américain des municipalités vertes en octobre à Punta Cana (République dominicaine) et à la Conférence annuelle des municipalités mexicaines en septembre à Chihuahua (Mexique).



ASIE-PACIFIQUE

FACILITER LE PARTAGE DES CONNAISSANCES ENTRE ÉLUS

La Conférence d'Asie-Pacifique sur « les voix des gouvernements locaux vers Habitat III pour un nouvel agenda urbain » a été organisée à Wakatobi, Indonésie, du 5 au 7 septembre 2015.

Déclaration de Wakatobi sur le nouvel agenda urbain



Elle a rassemblé plus de 100 représentants de villes, gouvernements locaux, associations de gouvernements locaux et partenaires internationaux de la région Asie-Pacifique. Cette Conférence a été l'occasion de mener des dialogues entre dirigeants locaux. Elle a souligné l'importance de la bonne gouvernance, de l'urbanisation durable, du besoin de développer des sociétés avec une faible empreinte carbone, de s'attacher au problème du changement climatique et de diffuser les bénéfices de la prospérité économique générée par les villes.

Réunions du Bureau Exécutif et du Conseil

Les réunions du Bureau Exécutif et du Conseil d'ASPAC ont été organisées conjointement avec la Conférence sur le nouvel agenda urbain. Elles ont rassemblé des maires, des responsables locaux et d'autres représentants d'Asie-Pacifique, dont le Maire de Wakatobi, le Président de CGLU-ASPAC et Gouverneur de la Province autonomie de Jeju, M. Won Hee-Ryong. Plusieurs décisions ont été prises à cette occasion : le lieu de la prochaine réunion du Bureau Exécutif, All India Institute of Local Self-Government ; l'approbation de nouveaux membres ; les activités pour 2016.

CGLU-ASPAC, co-organisateur du Forum des Maires de l'ASEAN avec Makassar



Le Forum des Maires de l'ASEAN (AMF), intitulé « Des villes adaptables et intelligentes pour une région intégrée, prospère et sans frontières », s'est tenu dans la capitale provinciale de Makassar (Indonésie) du 9 au 11 septembre 2015. Le Forum a abordé la question des cadres et instruments clés de politique. Il a facilité le partage des connaissances entre maires et un certain nombre d'organisations internationales travaillant sur le terrain, afin d'encourager au développement durable et parvenir à une communauté plus forte dans la zone ASEAN. Le Forum s'est conclu sur l'adoption de la Déclaration de Makassar. Celle-ci souligne le besoin de mener un travail de lobbying pour un Secrétariat de l'ASEAN plus solide et concerné par les questions liées aux gouvernements locaux, et d'un plan pour organiser un Forum annuel des Maires.



EURASIE

UNE ÉVALUATION SUR LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES DES VILLES



Le Congrès des gouvernements locaux d'Eurasie se tient tous les trois ans et réunit les dirigeants locaux et régionaux de la zone Eurasie. Le Congrès 2015 s'est

● LES SECTIONS DE CGLU

tenu à Kazan du 31 juillet au 1^{er} août. Le président de CGLU Eurasie a présenté les premiers résultats de « l'Évaluation des activités internationales des villes », une initiative menée par le Secrétariat de la Section Eurasie de CGLU en lien avec un groupe d'experts comprenant des scientifiques et des spécialistes du domaine de la coopération internationale.



EUROPE

LOBBYING, AFFLUX DES RÉFUGIÉS, PARTENARIAT STRATÉGIQUE AVEC L'UE : LE CCRE ACTIF SUR PLUSIEURS FRONTS

Avec le renouvellement de la Commission européenne le 1^{er} novembre 2014, présidée désormais par Jean-Claude Juncker et l'élection du nouveau Parlement européen à l'été 2014, les priorités et les méthodes de travail ont évolué. 2015 a ainsi marqué un nouveau départ pour le CCRE, la section Europe de CGLU.

Tout au long de l'année, le CCRE a été actif et proactif sur les études liées à la crise financière et à l'impact de l'afflux des réfugiés, sur le travail réussi de lobbying et l'échange de connaissances et de savoir-faire parmi ses membres.

Globalement, le CCRE a obtenu des succès en influençant des documents européens dans une série de domaines politiques : climat et COP21, égalité des genres, agenda urbain, le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP, selon l'acronyme anglais) et les services publics. Ces succès ont été rendus possibles grâce aux bonnes relations et à la collaboration que le CCRE entretient avec des partenaires et acteurs clés des institutions européennes.

Afin de renforcer les efforts de lobbying et de mieux coordonner les membres, une stratégie de lobbying a été définie cette année. Elle vient compléter la stratégie de recherche adoptée en 2014 et le travail réalisé dans les différents projets menés par le CCRE ou dans lesquels il est impliqué. Une douzaine de porte-paroles ont également été nommés pour faire entendre la voix du CCRE et de ses associations membres sur différents thèmes.

Ces efforts sont cohérents avec l'ambition du CCRE de devenir le premier interlocuteur des institutions européennes pour toute question ayant trait aux politiques publiques locales et régionales et à la gouvernance.

Le Congrès 2016 du CCRE, organisé du 20 au 22 avril 2016 à Nicosie (Chypre) est considéré comme une étape importante de ce processus. L'année 2015 a ainsi été marquée par d'intenses préparatifs en vue de cet événement qui représente le plus grand rassemblement de dirigeants locaux et régionaux d'Europe.

Ces réunions ont constitué une étape cruciale dans la définition de la feuille de route de CGLU-MEWA dans le contexte d'intenses débats internationaux. Afin d'attirer l'attention des membres sur les développements qui seront discutés sur la scène internationale, un petit comité a été organisé où des experts des organisations partenaires ont été invités à présenter les projets communs.



PLATFORMA, la Plateforme européenne des autorités locale et régionales pour le développement

Depuis 2008 PLATFORMA rassemble des associations nationales, européennes et internationales de collectivités territoriales (dont le CCRE), ainsi que quelques villes et régions dans le domaine de la coopération pour le développement. Elles se sont regroupées afin de coordonner leur voix auprès des institutions européennes, notamment dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques européennes de développement.



MOYEN-ORIENT ET ASIE DE L'OUEST

FOCUS SUR L'ENVIRONNEMENT AVEC L'ORGANISATION DU FORUM SUR LES VILLES DURABLES ET L'ADOPTION D'UN AGENDA POUR L'ENVIRONNEMENT

CGLU-MEWA, la section régionale Moyen-Orient et Asie de l'Ouest a tenu les réunions de son Bureau Exécutif et de son Conseil les 13-14 novembre 2015 à Malatya (Turquie). Elle a profité de ces rencontres pour organiser la première réunion de sa Commission sur l'environnement ainsi que son Forum sur les Villes Durables.

La Commission de CGLU-MEWA a donc tenu sa première réunion sur l'environnement après le Bureau Exécutif. Dans le contexte de la COP21, l'objectif principal était de sensibiliser les Autorités Locales à l'agenda de développement international. Un agenda pour l'environnement a été défini jusqu'à 2016, en collaboration avec les membres et les partenaires. Les discussions ont notamment porté sur les politiques touchant à l'environnement, ainsi que sur le programme d'activités et de bonnes pratiques des Autorités Locales dans la région MEWA.

Le Forum sur les Villes Durables de CGLU-MEWA visait à améliorer les échanges entre les villes. L'objectif était de mettre en lumière les développements importants réalisés sur la scène internationale et d'apporter de nouvelles approches pour la discussion sur les questions environnementales. Les quatre sessions du Forum ont souligné les problèmes spécifiques tels que le rôle des villes dans une vie durable, la compréhension du changement climatique dans la région MEWA, les terrains agricoles urbains et la gestion durable des déchets.



AMÉRIQUE DU NORD

LES AUTORITÉS LOCALES DEVENUES UN PARTENAIRE IMPORTANT DU GOUVERNEMENT DU CANADA

En 2015, les Canadiens se sont rendus aux urnes pour la première élection fédérale du pays depuis quatre ans. Au cours de la campagne électorale, la section régionale de CGLU, la FCM, et ses membres ont fait des progrès remarquables pour donner une place bien visible aux enjeux locaux dans l'ordre du jour national. Les quatre principaux partis ont tous répondu — entièrement ou en partie — aux priorités municipales avancées par la FCM au moyen de ses plateformes, la « Feuille de route pour des villes et des collectivités fortes » et le « Plan d'action pour des collectivités rurales fortes » au Canada.

Partenariat stratégique et déclaration de Montréal

La FCM a conclu des ententes de partenariats stratégiques avec le MAECD (ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, désormais Affaires mondiales Canada) sur la coopération au développement, le commerce et l'investissement. Ces ententes ont érigé la FCM en partenaire importante du gouvernement du Canada pour veiller à une plus grande implication des municipalités dans ces enjeux.



En octobre, la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) a organisé la Conférence thématique de Montréal sur les aires métropolitaines, réunion préparatoire à Habitat III qui se tiendra à Quito (Équateur) en octobre 2016. L'évènement a culminé par

l'adoption de la Déclaration de Montréal sur l'importance de la coopération métropolitaine afin de relever les défis de l'urbanisation mondiale. Elle propose la mise en place de partenariats entre les représentants des États, des institutions municipales et métropolitaines et de la société civile afin de continuer à améliorer la qualité de vie des citoyens. En 2016, la CMM convoquera un comité directeur chargé de promouvoir les mesures et les principes préconisés dans la déclaration préparatoire à Habitat III.

metropolis ●

METROPOLIS

VOIX DES MAIRES, OBSERVATOIRE INTERNATIONAL SUR LE VIVRE ENSEMBLE, PRÉPARATION D'HABITAT III : METROPOLIS SUR TOUS LES FRONTS

L'année 2015 a marqué le 30^e anniversaire de Metropolis, l'association métropolitaine de CGLU, créée en 1985 et rassemblant plus de 130 membres du monde entier.

En mai 2015, le Conseil d'administration de Metropolis s'est déroulé à Buenos Aires (Argentine) avec plus de 600 participants inscrits, représentant 63 villes et 37 pays du monde. Un consensus a été atteint entre les Coprésidents de Metropolis pour nommer Denis Coderre, Maire de Montréal, au poste de Président de Metropolis. Il a pris ses fonctions le 19 décembre 2015, jusqu'au prochain Conseil d'administration en octobre 2016. Felipe Roca est devenu le cinquième Secrétaire Général.

Metropolis a été particulièrement active sur les préparatifs d'Habitat III. La conférence thématique de Montréal sur les aires métropolitaines (6-7 octobre), organisée à l'initiative de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), a été sélectionnée pour être l'une des réunions thématiques régionales préparatoires à la Conférence Habitat III. Metropolis et CGLU ont activement participé aux discussions sur la Déclaration de Montréal, qui vise à renforcer le plaidoyer en faveur d'une meilleure intégration des métropoles dans la déclaration finale de la Conférence Habitat III.

En outre, « la Voix des Maires », témoignages de Maires représentant la voix des grandes villes, constituent un ensemble de publications phares, diffusé en partenariat avec CGLU et la Campagne urbaine mondiale lors des événements les plus importants pour la communauté urbaine mondiale entre 2014 et 2017.

Enfin, « l'Observatoire international des maires sur le vivre ensemble » a été lancé à Montréal en juin.



FORUM DES RÉGIONS

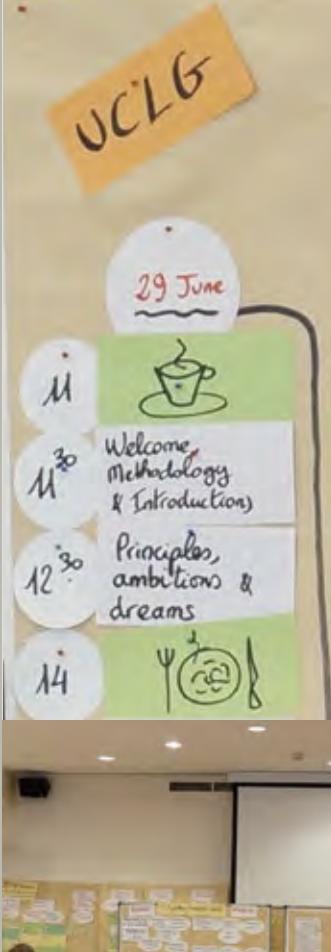
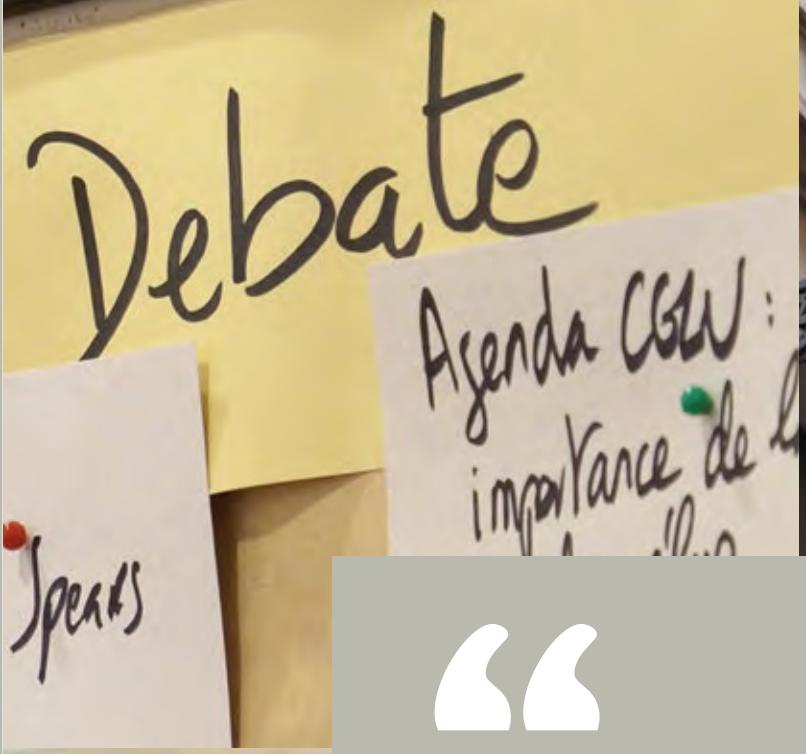
LES RÉGIONS, DE NOUVEAUX ACTEURS DANS L'AGENDA D'APPRENTISSAGE DE CGLU

Un nouvel élan politique a été donné au Forum lors du Conseil mondial à Paris (2015). Dans cette perspective, CGLU prépare les contributions des gouvernements régionaux à l'agenda international, notamment grâce à la collaboration avec ses Sections et ses membres, et porte une attention toute particulière à Habitat III et aux Objectifs du Développement Durable (ODD).

La mise en œuvre des Objectifs du Développement Durable souligne la nécessité de créer des espaces de coopération territoriale et d'adapter les politiques publiques aux besoins réels de la population, en renforçant le rôle des gouvernements locaux et régionaux.

6. ORGANISATION

Une année marquée par un renforcement des activités et de l'organisation



“

Les Autorités Locales ont un avantage opérationnel que leurs homologues nationaux et internationaux ne pourront jamais avoir: elles sont... locales ! En s'unissant, elles se renforcent, partagent et offrent une nouvelle perspective d'avenir à leurs citoyens.

Berry Urbanovic

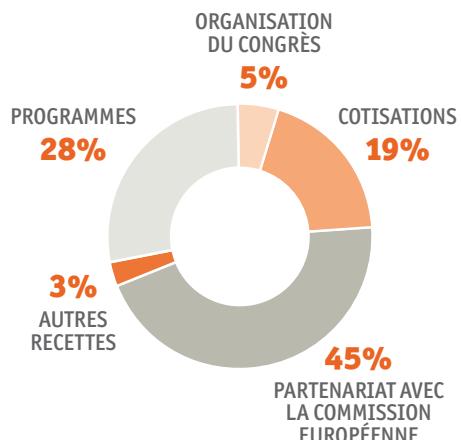
Trésorier de CGLU

Maire de Kitchener (Canada), Président Emérite de la Fédération Canadienne des Municipalités (FCM)



BUDGET DU SECRÉTARIAT MONDIAL

Répartition des recettes



Exécution du budget



Provenance des principales contributions fournies à CGLU pour les programmes

- Commission Européenne
- Province de Barcelone
- Ministère français des Affaires Étrangères et du Développement International
- Agence française de Développement
- ONU- Habitat
- Organisation Internationale du Travail

Autres contributions permettant à CGLU de fonctionner à coûts réduits

- La ville de Barcelone met à disposition les bureaux du Secrétariat mondial.
- Les organisations et les Autorités Locales qui assurent le financement des commissions et des groupes de travail.
- Les villes hôtes qui supportent le coût des réunions statutaires, des équipements et des événements sociaux.

Mettre en oeuvre la subvention de l'Union européenne

D'un point de vue financier, 2015 a été une année marquée par la mise en œuvre d'une subvention spécifique au partenariat stratégique avec la Commission européenne.

Les recettes de l'Organisation en ont reçu une grande impulsion. Elle a été utilisée pour développer des activités dans tous les domaines de travail existants et identifiés par les instances statutaires et pour renforcer différentes parties du réseau en soutenant des activités supplémentaires. Les Sections et les Commissions suivantes ont également bénéficié directement de la Subvention de fonctionnement :

- CGLU-ASPAC
- CGLU-MEWA
- METROPOLIS
- Cités Unies Liban
- Commission sur la coopération au développement et la diplomatie des villes

- Groupe de travail sur le renforcement institutionnel et des capacités
- Taskforce sur la réponse des gouvernements locaux aux crises
- Commission sur les finances locales et le développement
- Commission sur l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits humains
- Commission Culture

En conséquence, ces recettes supplémentaires ont permis à CGLU d'être présente dans des réunions internationales avec une plus grande participation et d'accroître sa visibilité.

RESSOURCES HUMAINES

PERSONNEL DE CGLU



2 fonctionnaires du Ministère français des Affaires Étrangères et du Développement International

2 personnels mis à disposition par la Ville de Guangzhou (Chine) et de Séoul (Corée du Sud)

16 FEMMES 12 HOMMES



**13 NATIONALITÉS
REFLÉTANT LES RÉGIONS
D'EUROPE, D'AMÉRIQUE
LATINE ET D'AFRIQUE**

**11 LANGUES SONT
COURAMMENT PARLÉES
DONT LES 3 LANGUES
OFFICIELLES (ANGLAIS,
FRANÇAIS, ESPAGNOL)**

Une plus grande synergie entre les différents domaines d'action

Le Secrétariat mondial a reçu le soutien de consultants externes pour améliorer la collaboration et l'échange d'information au sein de l'équipe.

L'équipe a également été renforcée pour garantir de plus grandes synergies entre les domaines de travail. Cette réorganisation lui a également permis d'assurer toutes les activités qu'un budget plus conséquent implique.

Une coordination générale et un suivi ont été mis en place pour répondre aux demandes liées à la mise en œuvre du partenariat stratégique.

Au-delà du renforcement de certains domaines, comme la communication, de nouveaux postes ont été créés pour assurer les liens entre le plaidoyer, la communication et l'intelligence, ainsi qu'entre la gouvernance et le plaidoyer.

Voix locales pour un monde meilleur

www.bogota2016.uclg.org

#UCLGCongress #Listen2Cities #Habitat3

Nous vous attendons nombreux à Bogotá en octobre 2016 pour notre congrès mondial de CGLU qui sera un moment politique de premier plan, et un espace de partage et de rencontre entre les élus locaux et régionaux du monde entier.



5^e Congrès de CGLU
SOMMET MONDIAL DES DIRIGEANTS LOCAUX ET REGIONAUX
12-15 Octobre, BOGOTA 2016



metropolis •



Avec le soutien de



Carrer Avinyó, 15
08002 Barcelone - Espagne
Tél +34 933 428 750
Fax +34 933 428 760
info@uclg.org

www.uclg.org